
Rapport du Président**Proposition de prêt****République du Costa Rica****Programme en faveur d'une agriculture durable et compétitive au Costa Rica (CSMART)**Numéro du projet: 2000004958

Cote du document: EB 2025/144/R.29

Point de l'ordre du jour: 8 b) i) a)

Date: 16 avril 2025

Distribution: Publique

Original:Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 67.

Questions techniques:**Bettina Prato**Directrice régionale par intérim
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: b.prato@ifad.org**Enrique Hennings**Directeur de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: e.hennings@ifad.org

Rapport du Président**Proposition de prêt****République du Costa Rica****Programme en faveur d'une agriculture durable et compétitive au Costa Rica (CSMART)**Numéro du projet: 2000004958

Cote du document: EB 2025/LOT/P.1

Date: 20 mars 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 67.

Questions techniques:**Rossana Polastri**
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.polastri@ifad.org**Enrique Hennings**
Directeur de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: e.hennings@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du programme	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, effets directs et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	8
E. Coût, avantages et financement	8
III. Gestion des risques	12
A. Risques et mesures d'atténuation	12
B. Catégorie environnementale et sociale	13
C. Classement au regard des risques climatiques	13
D. Soutenabilité de la dette	13
IV. Exécution	13
A. Cadre organisationnel	13
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	14
C. Plans d'exécution	15
V. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VI. Recommandation	15
Appendices	
I. Negotiated financing agreement	
II. Logical framework	
III. Integrated programme risk matrix	

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Enrique Hennings
Responsable technique:	Oliver Page
Responsable des finances:	Armando Cortez Tellez
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Pauni Obregon
Chargé d'appui au programme:	Mariano Pidal

Carte de la zone du programme



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 11/08/2023

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque mondiale
Emprunteur/bénéficiaire:	Ministère des finances
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du programme:	695 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	19,21 millions d'EUR
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires, catégorie 4. Délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, avec une échéance moyenne de remboursement de 10,75 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA, y compris une marge variable.
Cofinancier:	Banque mondiale
Montant du cofinancement:	115 millions d'EUR
Conditions du cofinancement:	Prêt
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	555 millions d'USD
Montant du financement du FIDA (action climatique):	12,35 millions d'EUR
Institution coopérante:	Banque mondiale

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République du Costa Rica affiche une croissance économique régulière depuis 25 ans, et son produit intérieur brut par habitant s'établissait en 2024 à 18 188 USD. Le pays a diversifié son économie pour ne plus dépendre de l'agriculture traditionnelle, s'ouvrant à l'industrie manufacturière spécialisée, développant son secteur touristique et créant de nouvelles industries de services. En 2024, la croissance économique a atteint 4%, tirée par une demande intérieure et extérieure soutenue. Les exportations représentaient 37,3% du produit intérieur brut en 2023, soit une croissance de 15,5% par rapport à 2022.
2. Malgré ces avancées, les difficultés rencontrées dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités persistent. Le taux de pauvreté se maintient autour des 20%, tandis que l'extrême pauvreté s'élève à 6,3%, les zones rurales étant touchées de manière disproportionnée. La question de l'accès à des emplois de qualité et aux services financiers constitue un obstacle majeur à la mobilité économique dans les régions rurales.
3. La durabilité environnementale est un axe structurant des politiques adoptées par le Costa Rica au niveau national, étant donné que le pays se positionne sur la scène internationale comme un chef de file de l'action climatique. Le Costa Rica met en œuvre des stratégies ambitieuses, telles que le Plan national de décarbonation (2018-2050), le Programme national pour la neutralité carbone et les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) pour l'agriculture. Grâce à son programme innovant de rémunération des services environnementaux, le Costa Rica est devenu le premier pays tropical à inverser le processus de déforestation.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

4. Dans le cadre du présent programme, les aspects liés à l'intégration des questions de genre et à la prise en compte des besoins des jeunes seront inclus dans les domaines de résultats du plan sectoriel agricole (PSA) pour la période 2023-2027. Le taux de participation des femmes se situera entre 30% et 40% et l'inclusion des jeunes sera fixée à 15% pour l'ensemble des activités du programme.
5. Le programme garantira l'enregistrement des femmes et des jeunes au sein de la plateforme d'information numérique pour les producteurs et du système de traçabilité du secteur agricole du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Les femmes et les jeunes bénéficieront d'une formation commerciale et financière. Le programme assurera le suivi de la participation des femmes au sein des organes de décision à différents niveaux.
6. Le programme appliquera le label du genre (Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre 2024-2030) afin de mettre en évidence les lacunes et les actions menées, ainsi que des indicateurs ventilés par sexe et par âge. Les activités du programme consacrées aux questions de genre permettront d'orienter l'élaboration du futur plan d'action de la politique pour l'égalité femmes-hommes (2025-2030). Ce faisant, le FIDA appuiera directement la mise en œuvre de la politique du Ministère de l'agriculture et de l'élevage pour l'égalité femmes-hommes.

7. Le programme a été validé comme:
- incluant un financement climatique;
 - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation;
 - axé sur les jeunes.
8. Le montant alloué par le FIDA au programme au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement, s'élève à 12 857 000 USD (3 429 000 USD pour l'adaptation et 9 428 000 USD pour l'atténuation), soit 64% du financement total du FIDA.

Justification de l'intervention du FIDA

9. Le Programme en faveur d'une agriculture durable et compétitive au Costa Rica (CSMART) est l'occasion pour le FIDA de travailler à nouveau avec un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, dont il était absent depuis 18 ans, en collaboration avec la Banque mondiale. Il s'agit de la première opération cofinancée de concert avec la Banque mondiale au titre de la modalité PPR (prêt-programme pour les résultats) dans la région Amérique latine et Caraïbes. C'est aussi le premier projet de « type C » mené dans le pays. Les projets de type C financés par la Banque mondiale mettent principalement l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles et les réformes des politiques.
10. Compte tenu des effets des changements climatiques et des difficultés rencontrées par le secteur agricole en matière de durabilité économique et sociale, le Gouvernement costaricien a sollicité un appui afin de renforcer l'impact de son PSA.
11. Le Costa Rica a mis en place des MAAN pour le café, la canne à sucre et l'élevage, mais leur adoption par les petits exploitants agricoles reste limitée. Collaborer avec la Banque mondiale pour favoriser l'adoption à plus grande échelle des MAAN est un investissement stratégique pour le FIDA, compte tenu de la taille et de la portée du présent programme.
12. La modalité PPR est particulièrement adaptée pour appuyer la mise en œuvre des mesures proposées, car elle permet d'assurer la pleine appropriation du programme par le Gouvernement, tout en renforçant les capacités institutionnelles du Ministère de l'agriculture et de l'élevage au niveau national et en encourageant l'établissement de partenariats avec le secteur privé, dans le droit fil des cadres de développement stratégique nationaux et sectoriels.
13. L'établissement d'un partenariat dans le cadre de ce programme PPR confèrera plus de visibilité au FIDA et lui permettra d'exprimer sa voix dans les concertations sur les politiques, deux avantages dont la valeur est nettement supérieure à la contribution économique qu'il apporte. En outre, ce partenariat permettra au Fonds d'approfondir sa collaboration avec le secteur privé, conformément aux priorités fixées pour la Treizième reconstitution des ressources (FIDA13).

B. Enseignements à retenir

14. Depuis la clôture de la dernière opération du FIDA au Costa Rica en 2006, des enseignements ont été tirés de projets similaires menés dans la région, tels que le Projet de développement durable des familles rurales dans le Couloir sec du Nicaragua (NICAVIDA), le Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA) au Nicaragua, le Projet d'appui à la compétitivité et au développement durable dans la région frontalière du Sud-Ouest (PRO-LENCA) au Honduras et le Programme national de transformation économique des zones rurales pour « bien vivre » (Rural Adelante) en El Salvador, ainsi que d'autres opérations PPR conduites au Bangladesh, au Sénégal et en République-Unie de Tanzanie.

15. Dans les opérations cofinancées où la part du budget de programme apportée par le FIDA est modeste, le Fonds a peu de visibilité et une sphère d'influence limitée. L'équipe du FIDA doit participer de manière proactive aux phases de conception et d'exécution, et il est important qu'un budget suffisant soit alloué. L'équipe a pris part à l'ensemble des réunions et des missions de conception, s'est concertée très étroitement avec l'équipe environnementale et sociale de la Banque mondiale, et a joué un rôle de chef de file dans la préparation d'interventions clés, telles que la stratégie d'inclusion sociale et le plan d'action pour l'égalité femmes-hommes.
16. L'application d'une clause pari passu pour le décaissement de la contribution financière du FIDA – en lieu et place d'un financement par composante – reste un choix stratégique pour maximiser l'influence de celui-ci dans les projets de type C, même lorsqu'il fournit un cofinancement modeste. L'équipe d'élaboration du programme a tiré des enseignements du Programme de transformation agricole et rurale en faveur de la nutrition, de l'entrepreneuriat et de la résilience (PARTNER) mené au Bangladesh et est parvenue à influencer sur la conception du programme CSMART dans une mesure bien supérieure à la part de la contribution financière du FIDA.
17. Dans une opération PPR, la conception d'un système robuste de vérification des résultats est primordiale. Il s'agit notamment de veiller à l'utilisation de solides systèmes de redevabilité et de faire appel à une agence de vérification indépendante, dotée du mandat et des capacités nécessaires pour valider ou remettre en cause les résultats. L'équipe d'élaboration du programme a tiré cet enseignement du Programme de résilience des systèmes alimentaires en Tanzanie – Horticulture (TFSRP-H) et a travaillé dur pour que cette question soit dûment prise en compte en tant que thème pertinent lors de la conception.
18. L'accès aux services financiers dans le cadre de projets facilite l'adoption de produits et systèmes financiers supplémentaires. Cela conduit à la mise en place de conditions plus favorables aux entreprises des bénéficiaires et à une participation accrue des institutions de prêt. Les groupes les plus vulnérables demeurent désavantagés, car ils n'ont généralement pas d'antécédents de crédit, et peuvent avoir besoin d'une formation financière élémentaire. En outre, ils n'ont pas de biens à affecter en garantie pour obtenir un crédit des institutions financières et ne satisfont pas aux conditions pour accéder aux fonds de garantie, aux mécanismes d'assurance et à d'autres dispositifs.
19. Les opérations et processus de financement axé sur les résultats ne sont pas entièrement compatibles avec les normes et les règlements du FIDA. Par conséquent, une dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole est nécessaire (voir détails à l'annexe 1a de la note de participation).

II. Description du programme

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

20. Le CSMART vise à améliorer la durabilité de l'activité agricole, la compétitivité et l'inclusion sociale des agriculteurs et des petites et moyennes entreprises agricoles sélectionnés au Costa Rica. Le programme permettra d'appuyer la mise en œuvre du PSA national et de financer l'application des MAAN dans le secteur agricole.
21. Le programme est conforme aux politiques publiques adoptées par le Costa Rica pour le secteur agricole et contribuera à la mise en œuvre de la première phase de la politique régissant le secteur agricole costaricien 2023-2032 pendant une période de six ans (2025-2031). L'objectif du PSA est d'améliorer la durabilité économique, sociale et environnementale, à travers l'application d'outils et de mécanismes contribuant au développement et au bien-être de la population tributaire du secteur agricole au Costa Rica. C'est dans le cadre de ce plan que s'inscrit la mise en œuvre des MAAN pour l'élevage, le café et la canne à sucre.

22. De portée nationale, le CSMART s'organise autour du découpage territorial utilisé par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, la priorité étant donnée aux régions où l'adoption des MAAN pertinentes contribue le plus au développement de l'économie locale et aux échanges commerciaux internationaux. Il s'agit des régions où la concentration de la pauvreté est la plus forte et de celles englobant les zones côtières les plus sinistrées. Le programme prévoit des mesures qui profiteront à l'ensemble du pays, telles que la mise en place du système de traçabilité agricole et de la plateforme d'information numérique pour les producteurs.
23. Le programme bénéficiera directement à 30 000 micro-, petits et moyens producteurs, dont au moins 24 000 seront enregistrés sur la plateforme des petits et moyens producteurs agricoles du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, 12 000 seront des femmes (40%) et 4 500 seront des jeunes (15%). Les bénéficiaires directs auront accès à une assistance technique, à des investissements à l'appui de l'adoption des MAAN, au crédit et au système de traçabilité.

B. Composantes, effets directs et activités

24. Les quatre domaines de résultats ci-dessous sous-tendent les composantes du programme et font écho aux quatre axes de la politique régissant le secteur agricole costaricien 2023-2032.
25. **Premier domaine de résultats – Modernisation des institutions du secteur agricole** jouant un rôle essentiel à l'appui de l'amélioration de la durabilité de l'activité, de la compétitivité et de l'inclusion économique des producteurs. Ce premier domaine est considéré comme étant transversal, dans la mesure où il contribue à l'obtention de résultats dans les trois autres domaines.
26. **Deuxième domaine de résultats – Promotion de la compétitivité** des producteurs agricoles au travers d'un accès amélioré aux marchés. Pour ce faire, les mesures suivantes seront prises: amélioration de l'information sur les marchés et de la traçabilité, renforcement des capacités institutionnelles en vue de la réalisation de certaines évaluations diagnostiques environnementales et (phyto)sanitaires, et promotion de l'inclusion économique et amélioration des relations commerciales élémentaires avec les marchés intérieurs, en particulier pour les groupes vulnérables.
27. **Troisième domaine de résultats – Production durable.** L'objectif est d'améliorer la durabilité environnementale de la production agricole, en appuyant l'adoption à plus grande échelle des trois MAAN pour le secteur agricole (élevage, café et canne à sucre) et d'autres pratiques durables dans le domaine de l'irrigation. À cet effet, des mesures seront prises pour appuyer l'adoption des MAAN par les producteurs, au travers d'activités d'assistance technique; améliorer l'accès aux financements en vue de l'adoption des MAAN; et perfectionner le suivi, la notification et la vérification des émissions pour les modèles des MAAN. Le troisième domaine de résultats encouragera également le recours à une irrigation durable dans les zones arides vulnérables aux changements climatiques, afin de résoudre les problèmes critiques de résilience.
28. **Quatrième domaine de résultats – Valorisation et commercialisation** des produits, en mettant à profit les avantages environnementaux générés par les modèles de production des MAAN, au travers de la rémunération des services environnementaux. Cela permettra aux agriculteurs de bénéficier d'une source supplémentaire de revenus, le temps que les avantages et la valeur ajoutée découlant de l'adoption des MAAN se concrétisent et que de nouveaux marchés soient développés.

C. Théorie du changement

29. L'objectif de développement du programme est d'appuyer le financement du PSA afin d'améliorer la compétitivité, la durabilité et la participation à l'économie des petits et moyens producteurs dans le secteur agricole. La théorie du changement du programme (figure 1) illustre les relations entre les trois thèmes sous-tendant l'objectif de développement du programme, les quatre domaines de résultats, et les activités, produits et effets directs escomptés. La théorie du changement repose sur plusieurs hypothèses et risques, désignés par la lettre H (H1, H2 et H3).
30. Par conséquent, si la compétitivité agricole, la durabilité de l'activité agricole et la participation à l'économie des petits et moyens producteurs agricoles sélectionnés, dont des femmes et des jeunes, se renforcent (objectif de développement du programme), cela contribuera à l'amélioration des moyens d'existence des petits et moyens producteurs, y compris des groupes vulnérables. En outre, les ressources naturelles seront utilisées de manière plus durable, ce qui réduira l'impact au niveau national et mondial (effet direct et objectif à long terme).

Figure 1
Théorie du changement

Difficultés	Activités et produits		Effets directs au niveau du projet (H = hypothèse)	Effets directs au niveau de l'objectif de développement du projet	Effets directs à long terme	
Compétitivité: Le manque d'informations sanitaires et environnementales vérifiables et utiles aux marchés limite l'accès aux marchés internationaux et la reconnaissance de la durabilité des produits. Participation à l'économie: Accès limité des producteurs vulnérables aux marchés.	Deuxième domaine de résultats: Promotion de la compétitivité		Premier domaine de résultats: Modernisation des institutions du secteur agricole (domaine de résultats transversal) Élaborer et mettre en place une plateforme d'information numérique pour les producteurs afin d'améliorer les services de vulgarisation, en particulier pour les groupes vulnérables (1.11.1). <ul style="list-style-type: none"> La plateforme d'information numérique pour les producteurs est élaborée. Nombre de campagnes d'information menées en vue de l'enregistrement et de l'accompagnement des producteurs. Nombre de producteurs enregistrés sur la plateforme numérique (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes). 	L'accès aux marchés internationaux s'améliore, y compris pour les producteurs vulnérables. (H1) La sécurité sanitaire des produits agricoles et les avantages environnementaux retirés de la production agricole sont améliorés et vérifiables. Meilleur accès aux marchés pour les pêcheurs vulnérables.	La compétitivité agricole est améliorée grâce à un accès renforcé aux marchés. Les effets néfastes de la production agricole sur l'environnement sont réduits. La participation à l'économie des petits et moyens producteurs agricoles, des femmes et des jeunes du secteur agricole est renforcée. (H3)	Les moyens d'existence des producteurs, y compris des groupes vulnérables, sont améliorés. Les ressources naturelles (y compris celles qui ont trait au climat mondial) sont utilisées de manière plus durable.
	Améliorer l'information sur les marchés grâce à un système de traçabilité dans le secteur agricole (2.14.1)*.	<ul style="list-style-type: none"> Dispositif de traçabilité élaboré, nombre de producteurs enregistrés (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes). Nombre de producteurs recevant des dispositifs d'identification pour assurer la traçabilité des bêtes. Nombre de producteurs ayant obtenu des certifications essentielles à l'accès aux marchés (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes). 				
	Améliorer la sécurité sanitaire des produits d'origine animale (3.9.3).	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'analyses effectuées par le Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) pour contrôler la sécurité sanitaire des produits d'origine animale, vérifier la qualité des médicaments vétérinaires et faciliter le diagnostic vétérinaire. 				
	Promouvoir l'utilisation d'intrants biologiques en remplacement des produits agrochimiques (2.15.1, 2.16.1, 3.5.2).	<ul style="list-style-type: none"> La politique publique et le plan d'action pour l'utilisation des pesticides en agriculture sont publiés. Le règlement relatif à l'utilisation des intrants biologiques est publié. Nombre de molécules spécifiques (déchets, pesticides et nutriments) analysées par le Servicio Fitosanitario del Estado (SFE). 				
Durabilité et productivité: Les producteurs reçoivent peu d'assistance technique et de financements pour adopter des pratiques et des technologies plus durables et productives, y compris les modèles des MAAN.	Troisième domaine de résultats – Production durable		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de producteurs enregistrés sur la plateforme numérique (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes). 	Les producteurs adoptent des modèles de production plus durables. (H2) Les producteurs vulnérables sont à même d'exploiter la production agricole durable pour améliorer leurs moyens d'existence.		
	Fournir une assistance technique aux producteurs afin qu'ils puissent adopter les MAAN (3.7.2).	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de producteurs qui adoptent les modèles des MAAN (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes). Nombre d'hectares où sont appliqués les modèles des MAAN (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes). 				
	Améliorer le transfert des connaissances dans le cadre des MAAN pour l'élevage (3.7.7).	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de fermes de démonstration créées pour les MAAN dans le secteur de l'élevage. 				

<p>Participation à l'économie: Faible capacité technique et financière des producteurs vulnérables.</p>	<p>Améliorer l'accès aux financements en vue de l'adoption des MAAN (2.7.2), y compris pour les producteurs vulnérables (3.7.9).</p>	<ul style="list-style-type: none"> Montant (en USD) des crédits et des garanties accordés pour l'adoption des MAAN (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes) (Fondo Nacional para el Desarrollo). Nombre de producteurs qui ont accès à des services financiers (garanties, crédit) en vue de l'adoption des MAAN (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes). Nombre de producteurs vulnérables bénéficiant d'incitations économiques (subventions) en vue de l'adoption des MAAN (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes). Nombre de producteurs recevant une formation financière (% de petits et moyens producteurs agricoles, de femmes et de jeunes). 	<p>femmes et de jeunes).</p> <p>Mettre à niveau et améliorer les connaissances et les compétences des agents de vulgarisation concernant les thèmes clés en lien avec la durabilité, la compétitivité et l'inclusion (2.2.1).</p> <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'agents de vulgarisation. 	<p>Les producteurs agricoles sont récompensés (sur le plan économique) lorsqu'ils stockent du carbone.</p>		
	<p>Améliorer le suivi, la notification et la vérification dans le cadre de l'adoption des MAAN (3.7.5, 3.7.6).</p>	<ul style="list-style-type: none"> Niveaux de référence des émissions de gaz à effet de serre des secteurs de l'élevage, du café et de la canne à sucre (INTA). Nombre de producteurs visés par des analyses des sols, du carbone organique et des gaz à effet de serre [Instituto Nacional de Innovación y Transferencia en Tecnología Agropecuaria (INTA)]. 				
	<p>Promouvoir le recours à une irrigation durable dans les zones arides vulnérables aux changements climatiques (3.3.1).</p>	<ul style="list-style-type: none"> Étude de faisabilité et plans techniques concernant le district d'irrigation de Cartago. Nombre d'ouvrages d'irrigation modernisés à Cartago. Les portes et le centre de surveillance et de contrôle de l'Arenal Tempisque Irrigation District (DRAT) de Chorotega sont automatisés. 				
	<p>Améliorer la disponibilité de variétés culturales résilientes (3.7.8).</p>	<ul style="list-style-type: none"> Quantité (en kg) de semences produites et certifiées par l'INTA ou l'Oficina Nacional de Semillas (ONS). Nombre de plants produits et certifiés par l'INTA/ONS. 				
	<p>Quatrième domaine de résultats: Valorisation et commercialisation</p>					
	<p>Concevoir et mettre en œuvre un programme de rémunération des services environnementaux pour les paysages productifs (4.9.1).</p>	<ul style="list-style-type: none"> Un mécanisme de rémunération des services environnementaux, axé sur le stockage du carbone dans les terres agricoles, est conçu. Nombre de producteurs recevant des paiements au titre du système de rémunération des services environnementaux. 				
<p>*Source: document d'évaluation du projet de la Banque mondiale.</p>						

D. Alignement, appropriation et partenariats

31. Le Costa Rica cherche à mobiliser des ressources pour atteindre les objectifs de développement durable. Le programme appuie la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (par la création de revenus et la promotion de l'équité), 2 (par la promotion de la sécurité alimentaire et d'une agriculture durable), 5 (par l'autonomisation économique et sociale des femmes), 10 (par la lutte contre la pauvreté et la marginalisation) et 13 (au travers des MAAN pour l'adaptation et la résilience aux changements climatiques).
32. Le programme est conforme à la politique régissant le secteur agricole costaricien 2023-2032, au plan national pour l'agriculture familiale (2020-2030) et à diverses politiques nationales, telles que le plan pour l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes (2012), le plan d'action pour la jeunesse (2019-2025) et la stratégie et plan d'action relatifs à l'environnement et aux changements climatiques (2019-2025).
33. Le programme s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et de la note de stratégie de pays (2025-2026), en particulier pour ce qui est d'améliorer la participation des petits et moyens producteurs agricoles à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets.

E. Coût, avantages et financement

34. Durant les négociations menées le 13 mars 2025, l'emprunteur a demandé de remplacer le dollar des États-Unis par l'euro comme monnaie de libellé du prêt, et de conserver les décaissements en dollars. Les chiffres et tableaux ci-après sont donc exprimés en dollars.
35. Le CSMART sera exécuté pendant la période 2026-2031, et est doté d'un budget total de 695 millions d'USD. La Banque mondiale apportera 120 millions d'USD, tandis que la contribution du FIDA s'élève à 20 millions d'USD et celle de l'État à 555 millions d'USD. Les politiques de la Banque mondiale en matière d'imputation des taxes s'appliqueront à l'ensemble des dépenses engagées dans le cadre du programme, y compris celles financées par le FIDA.

Tableau 1

Coût du programme

<i>Source</i>	<i>Montant (en millions d'USD)</i>	<i>% du total</i>
FIDA	20	3
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	120	17
Gouvernement costaricien	555	80
Financement total du programme	695	100

Tableau 2

Coût du programme par domaine de résultats, par indicateur lié au décaissement (ILD) et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Domaine de résultats (composante)</i>	<i>ILD (sous-composante)</i>	<i>Allocation</i>		
		<i>FIDA</i>	<i>Banque mondiale</i>	<i>Total</i>
Premier domaine de résultats – Modernisation des institutions du secteur agricole	ILD 1 – Mise en service de la plateforme d'information numérique pour les producteurs	2 520	15 480	18 000
	ILD 2 – Nombre d'agents de vulgarisation ayant achevé leur formation dans des domaines clés liés à la durabilité, à la compétitivité et à l'inclusion	1 240	4 760	6 000
Deuxième domaine de résultats – Promotion de la compétitivité	ILD 3 – Mise en service du système Trazar-Agro du Costa Rica	2 800	17 200	20 000
	ILD 4 – Mise en service de l'entrepôt frigorifique	840	5 160	6 000
Troisième domaine de résultats – Production durable	ILD 5 – Mise en œuvre de mesures d'atténuation appropriées au niveau national par les petits et moyens producteurs agricoles	2 800	17 200	20 000
	ILD 6 – Mise en œuvre du programme de financement des mesures d'atténuation appropriées au niveau national du Sistema de Banca para el Desarrollo (SBD)	4 200	25 800	30 000
	ILD 7 – Modernisation des ouvrages d'irrigation existants pour renforcer la durabilité de la gestion des ressources en eau à Cartago	3 360	20 640	24 000
Quatrième domaine de résultats – Valorisation et commercialisation	ILD 8 – Mise en œuvre du mécanisme de rémunération des services environnementaux axé sur le stockage du carbone dans les terres agricoles	2 240	13 760	16 000
Total		20 000	120 000	140 000

Tableau 3

Coût du programme par domaine de résultats, par ILD et par année du programme

(en milliers d'USD)

<i>Domaine de résultats (composante)</i>	<i>ILD</i>	<i>Année 1</i>	<i>Année 2</i>	<i>Année 3</i>	<i>Année 4</i>	<i>Année 5</i>	<i>Année 6</i>	<i>Total</i>
		<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>
Premier domaine de résultats – Modernisation des institutions du secteur agricole	ILD 1	5 000	-	-	1 000	12 000	-	18 000
	ILD 2	-	-	-	6 000	-	-	6 000
Deuxième domaine de résultats – Promotion de la compétitivité	ILD 3	-	-	-	10 000	5 000	5 000	20 000
	ILD 4	-	1 000	3 000	2 000	-	-	6 000
Troisième domaine de résultats – Production durable	ILD 5	-	-	-	-	9 450	10 550	20 000
	ILD 6	-	-	12 000	18 000	-	-	30 000
	ILD 7	10 000	-	-	-	14 000	-	24 000
Quatrième domaine de résultats – Valorisation et commercialisation	ILD 8	5 000	5 000	-	-	6 000	-	16 000
Total		20 000	6 000	15 000	37 000	46 450	15 550	140 000

Décaissement

36. Le programme appliquera une clause pari passu pour les décaissements du financement du FIDA, en lieu et place d'un financement par composante. Les décaissements du FIDA se feront conformément aux modalités de la Banque mondiale, la mise à disposition des ressources étant proportionnelle à la réalisation des indicateurs liés aux décaissements (ILD), jusqu'à concurrence de 20 millions d'USD.
37. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage utilisera son budget sectoriel annuel pour le préfinancement et l'exécution du programme. Une avance d'un montant maximum de 35 millions d'USD sera accordée (30 millions d'USD de la Banque mondiale et 5 millions d'USD du FIDA) et sera déduite des décaissements. En cas de non-réalisation des ILD, l'avance devra être remboursée conformément aux dispositions prévues dans l'accord de financement.
38. Les mécanismes de mouvement de fonds du Costa Rica, en particulier le budget national et le compte unique de trésorerie, seront utilisés pour les décaissements. Le Trésor gèrera les mouvements de fonds du compte unique de trésorerie vers le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et vers les autres entités, suivant le budget approuvé. Les fonds du FIDA et de la Banque mondiale seront transférés sur le compte unique de trésorerie géré par le Trésor, détenu à la Banque centrale du Costa Rica et administré au moyen du système d'information financière intégré, qui centralise les processus financiers des pouvoirs publics.
39. Les décaissements seront effectués sous réserve que le Gouvernement démontre, preuves satisfaisantes à l'appui, à la Banque mondiale que les ILD et les résultats liés aux décaissements ont été réalisés et vérifiés par une agence indépendante. Les demandes de retrait afférentes au financement du FIDA seront soumises par l'intermédiaire de la Banque mondiale, qui, après examen et approbation de la demande, indiquera au FIDA de procéder aux paiements. Les montants demandés ne dépasseront pas le financement confirmé pour chaque ILD, et tous les fonds seront déposés sur le compte unique de trésorerie en dollars des États-Unis.

Résumé des avantages et analyse économique

40. Tous les modèles utilisés pour les besoins de l'analyse financière font état de valeurs actuelles nettes positives, se manifestant par des gains de productivité. La rénovation des exploitations caféicoles entraîne une diminution des marges nettes annuelles et un retour à la main-d'œuvre familiale au cours des premières années, selon la région productrice. La replantation des caféiers doit être effectuée en plusieurs phases et les mécanismes de crédit doivent être conçus pour s'adapter aux conditions propres à chaque région. L'augmentation de la productivité de la filière canne à sucre nécessite d'accroître la consommation d'intrants, mais les lignes de crédit du fonds de roulement sont jugées suffisantes pour répondre à ce besoin. Les modèles établis pour les bovins ont montré une réponse positive à l'adoption de nouvelles pratiques à partir de la deuxième année. Il est estimé que les prêts d'investissement pourront être remboursés en cinq ans, avec un différé d'amortissement d'un an.
41. S'agissant de l'analyse économique, le modèle prévoit une valeur actuelle nette de 33 millions d'USD et un taux de rentabilité interne de 12%, hors comptabilisation des avantages liés à l'atténuation des émissions de carbone. Le programme affiche une bonne solidité financière, les analyses de sensibilité montrant que le programme est viable dans différents scénarios (une évaluation technique complète est fournie dans les documents relatifs au programme).

Stratégie de retrait et pérennisation

42. Le CSMART étant un programme de financement axé sur les résultats, qui assurera un appui budgétaire au Ministère de l'agriculture et de l'élevage pour la mise en œuvre du PSA, la majorité du financement (80%) provient du Gouvernement costaricien. En ce qui concerne les interventions, le programme est conçu autour de trois éléments clairs de pérennisation: i) renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles afin de créer un cadre habilitant pérenne; ii) apporter un appui aux producteurs et à leurs organisations afin qu'ils puissent adopter des pratiques durables (MAAN); iii) promouvoir l'établissement d'alliances stratégiques avec le secteur privé.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

43. Conformément aux directives du FIDA pour la conception des projets, les risques présentés par les projets de type C sont évalués par l'entité à l'initiative du programme, la Banque mondiale dans le cas présent. Ils sont récapitulés à l'appendice III.
44. Dans le cadre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), la méthode prévue pour les projets de type C a été appliquée; une analyse des écarts entre les politiques du FIDA et la méthode de la Banque mondiale pour les programmes PPR a été réalisée. Une évaluation des garanties environnementales et sociales a été réalisée conjointement avec la Banque mondiale, et sera utilisée par le Gouvernement durant l'exécution du programme. Conformément aux exigences énoncées dans les PESEC du FIDA, l'équipe d'élaboration du programme a préparé un document hors ligne d'examen des risques et une analyse climatique complémentaire.
45. La Banque mondiale a procédé à une évaluation exhaustive des risques associés au programme proposé et défini des mesures d'atténuation potentielles, auxquelles le FIDA se conforme intégralement. Outre les risques cernés par la Banque mondiale, l'équipe du FIDA a mis en évidence un risque quant aux mesures à prendre pour veiller à ce que le groupe cible du FIDA soit bien atteint et bénéficie de manière appropriée du programme. Pour atténuer ce risque, l'équipe d'élaboration des projets a participé, au cours de la conception, à des discussions sur la politique de ciblage et a largement contribué à la stratégie de ciblage. L'équipe considère que ce risque a été atténué.
46. Le risque global est jugé substantiel par la Banque mondiale et modéré par le FIDA. Cela s'explique par le fait que le Gouvernement a une expérience limitée de l'instrument de financement PPR et que plusieurs risques individuels sont notés substantiels. Le risque global sera évalué et revu pendant la mise en œuvre.

Tableau 4
Synthèse des risques établie par le FIDA

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Substantiel
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Modéré	Modéré
Passation des marchés	Faible	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

47. Le risque environnemental et social est jugé modéré, ce qui correspond à la classification du risque par la Banque mondiale. Le programme étant une opération PPR dirigée par la Banque mondiale, ce seront les garanties de cette dernière qui seront utilisées pendant l'exécution. Une évaluation des garanties environnementales et sociales a été menée de concert par le FIDA et la Banque mondiale en vue de la mise en évidence des risques potentiels et des possibilités. L'évaluation examine les procédures et systèmes des pouvoirs publics pouvant être utilisés pour remédier aux problèmes d'ordre environnemental et social et indique dans quelle mesure les politiques, la législation, les procédures du programme et les systèmes institutionnels dans le domaine environnemental et social cadrent avec les six principes fondamentaux des directives de la Banque mondiale sur la gestion environnementale et sociale dans les opérations PPR. Le Gouvernement costaricien se chargera de la mise en œuvre des garanties nationales, sous la supervision conjointe de la Banque mondiale et du FIDA.

C. Classement au regard des risques climatiques

48. Le risque climatique est jugé modéré. Le fait que l'accent soit mis sur les MAAN garantit l'intégration de mesures d'atténuation et d'adaptation dans les activités du programme. Outre l'analyse des risques climatiques de la Banque mondiale, une évaluation des changements climatiques a été effectuée par le FIDA afin de contribuer à la conception des projets.

D. Soutenabilité de la dette

49. Selon la dernière évaluation post-financement publiée en décembre 2024 par le Fonds monétaire international, la dette est soutenable et le risque de surendettement de l'État est faible. Dans l'ensemble, les risques associés à la dette sont considérés comme étant faibles à court, moyen et long terme (annexe 2). La charge des intérêts devrait diminuer sous l'influence de taux d'intérêt et de primes de risque souverain plus faibles en monnaie locale et de l'amélioration de la gestion de la dette.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du programme

50. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage sera chargé de la supervision de l'exécution du programme, de la coordination des institutions¹ et de l'établissement des rapports de suivi technique et fiduciaire prévus dans l'accord juridique. Il fournira les lettres de demande de décaissement et d'information financière et veillera à ce que l'exécution du programme soit conforme aux directives de la Banque mondiale en matière de lutte contre la fraude et la corruption dans les modalités de financement « programme pour les résultats ».
51. Le Secrétariat exécutif à la planification sectorielle agricole du Ministère de l'agriculture et de l'élevage hébergera l'unité de coordination du programme (UCP) et en assurera l'administration tout au long de l'exécution. L'UCP procédera au suivi et veillera au respect des résultats mentionnés dans l'accord juridique, et elle coordonnera et suivra le plan d'action du programme. Elle sera composée d'effectifs appropriés (profils et responsabilités adaptés). La Banque mondiale lui apportera un soutien analytique, administratif et technique, sur la base du plan d'appui à l'exécution.

¹ Voici une liste non exhaustive des institutions concernées: Ministère de l'agriculture, Sistema de Banca para el Desarrollo (SBD); Servicio Fitosanitario del Estado (SFE); Servicio Nacional de Aguas Subterráneas, Riego y Avenamiento (SENARA); Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA); Instituto Nacional de Innovación y Transferencia en Tecnología Agropecuaria (INTA); Oficina Nacional de Semillas (ONS); Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (OIRSA).

52. Il est prévu que l'agence de vérification indépendante soit l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture. Si le choix de cet institut est confirmé, ce dernier et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage signeront un accord détaillant les tâches et les livrables attendus dans le cadre de la vérification externe, les protocoles de vérification, ainsi que les montants à verser et les échéanciers de paiement. À défaut, un processus de sélection sera lancé au début de la phase d'exécution.
53. La collaboration du FIDA sera entérinée soit par une lettre de nomination, soit par un accord de partenariat. Le cofinancement sera régi par l'accord de cofinancement existant entre la Banque mondiale et le FIDA.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

54. Les entités d'exécution du programme utilisent le système national de gestion des finances publiques, qui a été jugé globalement conforme aux meilleures pratiques internationales lors de la dernière évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière. Les processus financiers seront gérés par l'intermédiaire du système d'information financière du Gouvernement. Les contrôles institutionnels comprennent des procédures solides de contrôle interne, des audits externes assurés par un cabinet privé et des mécanismes de lutte contre la corruption. Tous ces éléments sont examinés dans le cadre de l'évaluation des systèmes fiduciaires pour assurer l'utilisation efficace des systèmes nationaux.

Participation et retours d'information du groupe cible, et réponse aux doléances

55. Un plan global de participation citoyenne au cours des six premiers mois d'exécution sera élaboré dans le cadre du programme, comme le prévoient les procédures de la Banque mondiale. Des mesures particulières d'inclusion des populations les plus vulnérables, mettant l'accent sur les femmes et les jeunes, sont intégrées aux activités du programme. Les doléances seront traitées selon les dispositions décrites ci-dessous.

Réponse aux doléances

56. Le mécanisme de réponse aux doléances du Gouvernement costaricien a été analysé dans le cadre de l'évaluation des garanties environnementales et sociales et a été jugé approprié. Les parties prenantes qui estiment être lésées par le programme peuvent soumettre une réclamation audit mécanisme ou au Service de règlement des plaintes de la Banque mondiale, conformément au processus défini dans l'évaluation.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

57. Le cadre de résultats du programme CSMART a été élaboré conjointement par la Banque mondiale, le FIDA et le Gouvernement costaricien au cours du processus de conception. Il renferme des indicateurs relatifs à l'objectif de développement du programme, des indicateurs de résultats intermédiaires, des ILD et des résultats liés au décaissement, lesquels sont utilisés pour mesurer les résultats. Six indicateurs de base du FIDA ont été intégrés au cadre de résultats. Des informations détaillées sont présentées dans le document d'évaluation du projet établi par la Banque mondiale.
58. La Banque mondiale et le FIDA examineront les données factuelles relatives aux ILD au cours de l'exécution afin de déterminer s'ils ont bien été réalisés. Ce processus permettra également d'obtenir des informations pour ajuster le programme en cours d'exécution.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

59. Le présent programme est la première opération qui vise à financer l'adoption à plus grande échelle des MAAN dans la région. Il est axé sur l'adoption de

technologies et de pratiques novatrices et climato-compatibles par les exploitants familiaux. En outre, le programme contribuera à l'amélioration de l'enregistrement numérique des producteurs agricoles et à la mise au point d'une plateforme de traçabilité afin de promouvoir l'accès aux marchés. Par ailleurs, le programme prévoit un mécanisme de financement des MAAN, qui repose sur le système national de banque de développement et qui sera complété par un dispositif de rémunération des services environnementaux.

C. Plans d'exécution

60. Des informations détaillées sur la préparation à l'exécution seront présentées dans le manuel d'exécution du programme. Il convient de noter que le FIDA et la Banque mondiale accorderont 25% des fonds sous forme de financement anticipé (35 millions d'USD) pour assurer la bonne préparation des acteurs concernés dès le démarrage du programme. Cette avance sera déduite des décaissements dus dès que les ILD auront été réalisés et vérifiés.
61. Le FIDA et la Banque mondiale conduiront deux missions annuelles conjointes de supervision, sous la direction de la Banque mondiale. Des rapports de supervision du projet seront établis à l'issue de chacune de ces missions. L'examen à mi-parcours piloté par l'institution coopérante sera organisé au début de la troisième année d'exécution; le FIDA y participera et établira le rapport correspondant. Une mission à l'achèvement du projet sera également menée à bien sous la direction de l'institution coopérante. Le FIDA s'appuiera sur cette mission pour élaborer un rapport d'achèvement de projet. Ce rapport rendra compte du niveau de réalisation global des cibles et des objectifs, des enseignements tirés et des possibilités de transposition à plus grande échelle.
62. Le FIDA versera à la Banque mondiale une commission de gestion, initialement estimée à 150 000 USD (à définir avant le démarrage), en vue de la gestion du programme et du suivi de son exécution au quotidien, divisée en tranches annuelles de 25 000 USD. Le montant des ressources allouées par le FIDA aux missions de supervision sera équivalent aux coûts habituels de supervision.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

63. L'octroi à l'emprunteur/bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République du Costa Rica et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
64. La Banque mondiale et le FIDA signeront une lettre de nomination avant le début de la phase d'exécution du CSMART.
65. La République du Costa Rica est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
66. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

67. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Costa Rica, au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées, un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de dix-neuf millions deux cent dix mille quatre cent cinquante euros (19 210 450 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

(Negociaciones concluidas el 13 de marzo 2025)

Número del Préstamo: [insertar número]

Programa para agricultura sostenible, y competitiva en Costa Rica (el "Programa" o "Csmart")

La República de Costa Rica (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

PREÁMBULO

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo financiar el Programa y el Fondo acepta proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo.

CONSIDERANDO que el Banco Mundial ("IBRD" o "BM") ha demostrado interés por cofinanciar el Programa. El Prestatario gestionará ante el Banco Mundial recursos de ciento quince millones y quinientos mil Euro hasta ciento veinte millones de dólares de los Estados Unidos de América (€115 500 000 equivalente) a través de un acuerdo de cofinanciación entre el Prestatario y el BM (el "Acuerdo de Cofinanciación") para la financiación al Programa;

El Prestatario se ha comprometido a proporcionar el apoyo adicional, financiero o en especie, que pueda ser necesario para el Programa;

El FIDA acuerda conceder un préstamo (Préstamo) y

Por lo tanto, las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Este Convenio incluye lo siguiente: el Documento Principal (Encabezados y Secciones A-E), la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y Compromisos Especiales (Anexo 3).

2. Las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, modificadas en diciembre de 2022 (las "Condiciones Generales"), salvo que se indique lo contrario, a excepción de las disposiciones que se refieren a la financiación de préstamos que no se aplicarán a este Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. A los efectos de este Convenio:

"Desembolso Vinculado al Indicador" o "DLI" significa, con respecto a una Categoría determinada, el indicador que se utilizará para activar el desembolso de fondos, y como

se establece en las tablas del Anexo 2 de este Acuerdo y según se especificará más detalladamente en el Manual de Operaciones del Programa (MOP).

"Desembolso Vinculado al Resultado" o "DLR" significa con respecto a una Categoría determinada, el resultado que se utilizará para activar el desembolso de fondos, como se establece en las tablas del Anexo 2 de este Acuerdo, y como se especificará con más detalle en el Manual de Operaciones del Programa (MOP), en cuya consecución se podría retirar el importe del Financiamiento destinado a dicho resultado.

4. A raíz del presente convenio el Fondo proporcionará al Prestatario un Préstamo (la "Financiación"), que éste utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. La Financiación estará compuesta por un Préstamo en euros de diecinueve millones con doscientos diez mil cuatrocientos cincuenta (EUR 19 210 450).

2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias y estará sujeto a intereses sobre el monto principal pendiente del Préstamo a una tasa igual a la Tasa de Interés de Referencia del FIDA, incluido un diferencial variable, pagaderos semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo, y tendrá un periodo de vencimiento de dieciocho (18) años, incluido un periodo de gracia de tres (3) años, a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones previas para el retiro de fondos.

3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será en Euros.

4. El ejercicio fiscal aplicable será del 1ro de enero al 31 de diciembre.

5. Los pagos del capital y los intereses/cargos por servicio del Préstamo serán pagaderos cada seis meses los días 15 de mayo y 15 de noviembre.

6. Todos los desembolsos de la cuenta del préstamo serán hechos a la cuenta única del tesoro de Costa Rica en dólares. El Prestatario informará al Fondo los detalles de esta cuenta bancaria y los desembolsos serán realizados de conformidad con la carta de desembolsos del Banco Mundial.

7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Programa por un importe equivalente al presupuesto del Plan Sectorial Agropecuario del Ministerio de Agricultura y Ganadería vigente.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Programa es el Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) quien a través de la coordinación de la Secretaría Ejecutiva de Planificación Sectorial Agropecuaria (SEPSA) será el responsable de la gestión y supervisión del Programa.

2. Los siguientes son designados como Partes del Programa: Dirección Nacional de Extensión Agropecuaria (DNEA); Servicio Fitosanitario del Estado (SFE); Servicio Nacional de Aguas Sanitarias, Riego y Avenamiento (SENARA); Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA); Instituto Nacional de Innovación y Transferencia en Tecnología Agropecuaria (INTA); Instituto Costarricense de Pesca y Acuicultura (INCOPESCA); Programa Integral de Mercadeo Agropecuario (PIMA); y Sistema Banca para el Desarrollo (SBD).

3. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Programa, en coordinación con el Banco Mundial.
4. La Fecha de cierre del Proyecto será el 27 de mayo de 2031 o cualquier otra fecha que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario.
5. La adquisición de bienes, obras y servicios financiados por la Financiación se realizará de conformidad con las directrices de adquisición del Prestatario.

Sección D

1. La financiación del programa será supervisada por el Banco Mundial como Institución Cooperante.

Sección E

1. Se designan como motivos adicionales de suspensión de desembolsos los siguientes:
 - a) Cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Programa (MOP) que haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el BM o el FIDA hayan determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Programa.
 - b) En caso de que el Prestatario no haya solicitado un desembolso de la Financiación durante un período de al menos 18 meses sin justificación.
 - c) La Carta de Acuerdo (LoA) o documento análogo con el BM, tal y como se define en el Artículo III de las Condiciones Generales o el Acuerdo de Cofinanciación no ha entrado en pleno vigor dentro de los 180 días siguientes a la fecha de este Convenio.
 - d) El derecho del Prestatario a retirar los fondos del Préstamo del BM ha sido suspendido, cancelado o terminado, en todo o en parte; o el Préstamo del BM ha vencido y es pagadero antes del vencimiento acordado; o se ha producido cualquier acontecimiento que, con aviso o el paso del tiempo, podría dar lugar a cualquiera de los casos anteriores.
 - e) En el caso de que el Prestatario no haya solicitado un desembolso de la Financiación durante un período de al menos 12 meses consecutivos sin justificación tras los primeros 18 meses desde la entrada en vigor del Convenio.
2. Se designan los siguientes motivos adicionales para la cancelación de desembolsos:
 - a) El acuerdo de financiación con el BM ha sido cancelado.
3. Las siguientes se designan como condiciones adicionales específicas que preceden a la retirada de desembolsos:
 - a) Se obtuvo la no objeción del FIDA al Manual de Operaciones del Programa (MOP).

- b) La Carta de Acuerdo con el BM, tal como se define en el Artículo III de las CG o el Acuerdo de Cofinanciación no ha entrado en pleno vigor dentro de los 180 días siguientes a la fecha de este Convenio;
 - c) Las condiciones para la retirada de desembolsos por parte del BM han sido cumplidas, y
 - d) A excepción del adelanto, el prestatario ha proporcionado pruebas satisfactorias al BM y al FIDA de que han alcanzado los respectivos Desembolsos Vinculados al Resultado (DLRs) y/o, establecidos en el Anexo 2 y que estos fueron verificados a través de una Agencia de Verificación Independiente (IVA).
4. Se modifican los siguientes artículos de las Condiciones Generales para que queden redactados como sigue:
- a) Artículo VII, Sección 7.05 (Adquisiciones); la adquisición de bienes, obras y servicios que se financien con el producto de la financiación se realizarán de acuerdo con los sistemas de gestión financiera y adquisición del Prestatario;
 - b) Artículo IX, sección 9.03 (Auditoría de cuentas); Las cuentas del Programa, los estados financieros y los estados de gastos serán auditados por auditores independientes aceptados por el Fondo y el BM, de acuerdo con las normas de auditoría aceptables para el BM.
5. Las siguientes excepciones a la Sección 4.02 a) y la Sección 4.03 d) de las Condiciones Generales son aplicables al Convenio:
- a) El desembolso se activará mediante DLI o DLRs verificables en lugar de gastos elegibles;
 - b) El Fondo no requerirá que el Prestatario proporcione evidencia que demuestre que los retiros anteriores se han gastado adecuadamente en gastos elegibles, sino más bien evidencia de que se han cumplido los DLIs o DLR acordados;
 - c) Los gastos se considerarán elegibles cuando se cumplan los DLIs o DLR acordados;
 - d) El Prestatario podrá retirar los fondos del Financiamiento para financiar gastos sobre la base de los resultados ("Desembolso Vinculado a Resultados" o "DLR") logrados por el Prestatario, medidos contra indicadores específicos ("Desembolsos Vinculados a Indicadores" o "DLI") en el monto asignado del cuadro del párrafo del Anexo 2.
 - e) Para fines aclaratorios se entiende que la Sección 4.03 incisos a, b y c se interpretará de conformidad con la Sección 3.02.
6. Con respecto a la Sección 5.01 incisos b) y d) de las Condiciones Generales de Financiación Agrícola que refieren a Condiciones de los Préstamos, se clarifica que los cargos por servicios exigibles mencionados no aplican para este Programa.
7. El presente Convenio está sujeto a la aprobación por parte del poder legislativo del Prestatario y su respectiva publicación en Diario Oficial La Gaceta.
8. Se indican a continuación a los representantes designados y sus respectivas direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Ministerio de Hacienda
Calle 1 y 3, Avenida 2
Diagonal al Teatro Nacional
San Jose, Costa Rica;
Email: despachomh@hacienda.go.cr

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

En caso de ser aplicable, las Partes aceptan la validez de cualquier firma electrónica utilizada en el presente Acuerdo y reconocen esta como equivalente a una firma manuscrita.

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario y entrará en vigor [cuando el FIDA reciba la notificación de la aprobación por el Poder Legislativo y su respectiva publicación en el Diario Oficial La Gaceta], conforme a la Sección 13.01 de las Condiciones Generales.

PRESTATARIO

[insertar nombre del Representante Autorizado]
Ministro de Hacienda

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Alvaro Lario
Presidente

Anexo 1

Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Programa

1. Área del Programa.

El Programa tiene un alcance nacional y se organiza de acuerdo a la división territorial del MAG priorizando aquellas regiones donde la adopción de acciones nacionales de mitigación apropiada (NAMAs) en café, caña de azúcar y ganadería tiene un mayor aporte al desarrollo de la economía local, y al comercio nacional e internacional. En el sector cafetalero, el 93 por ciento de la producción proviene de cuatro regiones: Centro Oeste, Centro Oriente, Centro Sur y Brunca. En el sector azucarero, el 54 por ciento de la producción de caña de azúcar se realiza en la región Chorotega, el 12 por ciento en la región Huetar Norte y el 11,5 por ciento en la región del Pacífico Central. Asimismo, el 75 por ciento de la producción de leche se concentra principalmente en tres regiones: Huetar Norte, Centro Este y Centro Oeste. La región Huetar Norte es la más especializada en la producción ganadera, con el 26 por ciento de la producción de ganado vacuno de carne, el 44 por ciento de la producción de leche y el 34 por ciento de la ganadería de doble propósito. La región Huetar Caribe produce la mayor cantidad de ganado vacuno y de doble propósito, sin alta concentración productiva. Asimismo, el Programa actuará en zonas geográficas específicas para apoyar a los pescadores del Golfo de Nicoya en la provincia de Puntarenas (Pacífico Central) y a los productores de papa, hortalizas, flores y frutillas del norte de la provincia de Cartago (Llano Grande y Tierra Blanca) en la región Centro Oriente. Además, estas áreas geográficas incluyen las regiones con mayor concentración de pobreza (Región Huetar Caribe, Región Brunca, Huetar Norte y Chorotega) y las poblaciones de las zonas costeras más debilitadas. Por último, el programa también incluye acciones que afectarán a todo el territorio nacional como la implementación del sistema de trazabilidad agropecuaria y el sistema de registro en la plataforma digital de información al productor.

2. Población-objetivo y beneficiarios del Proyecto.

El Programa beneficiará directamente a 30.000 micro, pequeños y medianos productores, de los cuales al menos 24.000 estarán registrados en la plataforma de pequeños y medianos productores agrícolas (PYMPA) del MAG, 9.000 (30 por ciento) serán mujeres y 4.500 (15 por ciento) serán jóvenes. Los beneficiarios directos tendrán acceso a servicios como asistencia técnica, inversiones para la adopción NAMAs, crédito y el sistema de trazabilidad.

3. Objetivo de desarrollo.

El Programa está orientado a lograr los siguientes objetivos de desarrollo: ODS 1: Poner fin a la pobreza, a través de la generación de mayores ingresos y equidad en su distribución; ODS 2: Hambre cero, promoviendo la seguridad alimentaria y la agricultura sostenible; ODS 5: Igualdad de género, abriendo espacios para la participación de las mujeres y promoviendo su empoderamiento económico y social; ODS 10: Reducir las desigualdades, considerando oportunidades para los más pobres y vulnerables a fin de reducir sus condiciones de pobreza y marginación; y ODS 13: Acción por el clima a través de la implementación de medidas de NAMAs para la adaptación y resiliencia al cambio climático.

4. *Área de Resultados*

Estos objetivos se alcanzarán mediante la implementación de las siguientes áreas de resultados, que corresponden a los cuatro ejes del Plan Sectorial Agrícola 2023-2032 (ASP):

Área de resultados 1 - Modernización de las instituciones del Sector Agropecuario. El objetivo de RA1 es modernizar los servicios públicos de extensión agrícola que son clave para apoyar a los productores a mejorar su sostenibilidad, competitividad e inclusión económica. Por lo tanto, el RA1 se considera transversal, ya que apoya el logro de las otras tres áreas de resultados.

Área de resultados 2 - Promoción de la competitividad. El objetivo de RA2 es promover la competitividad de los productores agrícolas a través de un mejor acceso a los mercados (nacionales e internacionales). Esto se logrará mejorando la información y la trazabilidad del mercado, aumentando la capacidad institucional para realizar evaluaciones de diagnóstico ambientales y (fito)sanitarias selectas, y fomentando la inclusión económica y mejorando los vínculos básicos del mercado con los mercados internos, especialmente para los grupos vulnerables.

Área de resultados 3 - Producción sostenible. El objetivo de RA3 es mejorar la sostenibilidad ambiental de la producción agrícola mediante la ampliación de la adopción de tres NAMA del sector agrícola (ganadería, café y caña de azúcar, debido a su preparación para su ampliación a escala) y otras prácticas sostenibles relacionadas con el riego. Esto se logrará apoyando la adopción de NAMA por parte de los productores a través de asistencia técnica; mejorar el acceso al financiamiento para la adopción de NAMAs a través de un mecanismo conjunto entre el Sistema de banca de desarrollo (BDS) y los bancos privados, incluso para los grupos vulnerables; y mejorar el monitoreo, la presentación de informes y la verificación de emisiones para los modelos NAMA. RA3 también promoverá el riego sostenible en zonas secas y vulnerables al clima para abordar desafíos críticos de resiliencia.

Área de resultados 4 – Valor añadido y marketing. El objetivo de RA4 es agregar valor a los beneficios ambientales generados por los modelos de producción NAMA a través de pagos por servicios ambientales. Esto ayudará a los agricultores a tener una fuente adicional de ingresos hasta que se materialicen los beneficios de la adopción de la NAMA, se consolide el valor agregado a los productos provenientes de la NAMA y se desarrollen nuevos mercados.

II. Disposiciones de ejecución

1. *Organismo Responsable del Programa.*

Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG)

2. *Equipo de Coordinación Técnica del Programa.*

La Secretaría Ejecutiva de Planificación del Sector Agropecuario (SEPSA) del MAG mantendrá un equipo de coordinación del Programa (ECP), durante toda la ejecución del Programa. El equipo será responsable de supervisar y gestionar adecuadamente el cumplimiento de los términos del Acuerdo Legal del Programa, así como de coordinar y supervisar la implementación del Plan de Acción del Programa (PAP). El equipo estará integrado por personal idóneo con los perfiles y responsabilidades necesarios para apoyar la implementación del Programa. Otras instituciones que participen en la implementación del Programa lo harán en el marco de sus acuerdos marco existentes con MAG. En el caso del SBD, será necesario establecer un acuerdo marco específico para el Programa. MAG

también colaborará con asociaciones de la industria (por ejemplo, CORFOGA, LAICA) a través de los acuerdos marco existentes.

3. *Partes en el Proyecto y/o Programa*

Las siguientes entidades se consideran Partes del Programa:

- i) SEPSA: como la agencia principal que lidera, gerencia y encargada de la coordinación general del Programa;
- ii) INCOPECA y PIMA: entidades responsables de contribuir a las actividades para la consecución del DLI 4;
- iii) SFE y SENASA entidades responsables para contribuir a las actividades para la consecución del DLI 3;
- iv) SENARA, entidad responsable de contribuir a las actividades para la consecución del DLI 7;
- v) SBD, entidad responsable para contribuir a las actividades para la consecución del DLI 6.

Para facilitar la ejecución de la Parte del Programa respectiva, el Prestatario, a través del MAG, suscribirá Convenios de Implementación entre el MAG y cada Parte del Programa, según los términos y condiciones aprobados por el Banco y el Fondo. Estos incluirán lo siguiente: (i) si corresponde, los términos y condiciones bajo los cuales los fondos del Préstamo se pondrán a disposición de la Parte del Programa y el derecho del Prestatario a suspender o rescindir el derecho de la Parte del Programa a utilizar los fondos del Préstamo si esta incumple sus obligaciones en virtud del Convenio de Implementación; (ii) la obligación de la Parte del Programa de ejecutar su Parte Respectiva del Programa de conformidad con los términos de este Convenio y el Manual de Operaciones del Programa; y (iii) los requisitos de seguimiento y presentación de informes. El Prestatario, a través de MAG, ejercerá sus derechos bajo cada uno de los Convenios de Implementación de manera que se protejan los intereses del Prestatario, del Banco y del Fondo, y se cumplan los fines del Préstamo. Salvo acuerdo en contrario del Banco y el Fondo, el Prestatario, a través de MAG, no cederá, modificará, derogará ni renunciará a ninguno de los Convenios de Implementación ni a ninguna de sus disposiciones.

En caso de cualquier conflicto entre los términos de los Convenios de Implementación y los de este Convenio de Financiación, prevalecerán los términos de este Convenio de Financiación.

De igual manera, el MAG estará a cargo de contribuir con las actividades que permitan alcanzar los DLIs 1,2,3,5,6, y 8.

4. *Seguimiento y Evaluación*

El MAG, a través del SEPSA, será responsable del seguimiento y evaluación del programa. Los procedimientos de planeación, seguimiento y evaluación tendrán en cuenta la normativa nacional establecida por el Ministerio de Planificación Nacional y Política Económica (MIDEPLAN), el Ministerio de Hacienda (MH) y la Contraloría General de la República (CGR); así como los lineamientos del Banco Mundial en esta materia.

5. *Manual de Operaciones del Programa (MOP).*

Se desarrollará e implementará un Manual de Operaciones del Programa una vez que el proyecto haya sido aprobado. El desarrollo del MOP estará liderado por SEPSA. El Banco Mundial y el FIDA brindarán apoyo técnico según sea necesario.

6. *Informe de Indicadores particulares para el FIDA.*

El Prestatario, a través del MAG, se compromete a brindar un informe sobre los siguientes indicadores comunes para todos los proyectos con financiamiento del FIDA:

Tipo de proyecto	Indicadores básicos del alcance	Comentarios
TODOS (obligatorios)	COI 1: Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto <ul style="list-style-type: none"> • Hombres • Mujeres • Jóvenes • Población Indígena 	Incluye a las personas productoras de las actividades apoyadas (NAMA, REFRINA, etc.). Mediciones anuales.
	COI 1.a: Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo	Se estima que una persona productora representa un hogar, de manera que este indicador es igual al COI 1, aunque la persona pueda recibir varios servicios. Mediciones anuales.
	COI 1.b: Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar	Según el INEC son 3 miembros por hogar rural. Mediciones anuales.
Retroalimentación de partes interesadas	2.1: Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto	Medido según encuesta a medio término y al final del Programa según metodología del FIDA.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presentan los "Desembolso Vinculado al Resultado" o "DLR" y los "Desembolso Vinculado a los Indicadores" o "DLI" que se financiarán con cargo al Préstamo y su respectiva asignación de los montos de Préstamo a cada DLR o DLI respectivo.

Desembolso Vinculado a los Indicadores (DLIs)	Desembolso Vinculado al Resultado (DLRs) Desembolsos son hechos una vez que se verifiquen el logro de los resultados. Estos desembolsos no dependen o no son atribuibles a transacciones o gastos individuales/específicos	Organismo Responsable (LA) Partes del programa (PP)
DLI #1: Puesta en marcha de la Plataforma Digital de Información al Productor Importe total asignado: EUR 2 420 517	<p>DLR 1.1: La Plataforma Digital de Información al Productor está desarrollada y operativa DLR no escalable Importe asignado: 672.366 EUR</p> <p>DLR 1.2: Finalización de las campañas de información para dar a conocer la Plataforma de Información Digital para los Productores Línea de base: 0 campañas de información DLR escalable Fórmula: 26.894.63 EUR por cada campaña de información completada, y hasta 134.473 EUR</p> <p>DLR 1.3: Los productores están registrados y activos en la Plataforma Digital de Información al Productor Línea de base: 0 productores DLR escalable Fórmula: 53,79 EUR por incremento unitario del número acumulado de productores registrados cuya información sea accesible a los usuarios de la plataforma, y hasta 1.613.678 EUR.</p>	LA: MAG

Desembolso Vinculado a los Indicadores (DLIs)	Desembolso Vinculado al Resultado (DLRS) Desembolsos son hechos una vez que se verifiquen el logro de los resultados. Estos desembolsos no dependen o son atribuidos a transacciones o gastos individuales/específicos	Organismo Responsable (LA) Partes del programa (PP)
<p>DLI #2: Número de extensionistas que han completado la formación en áreas clave relacionadas con la sostenibilidad, la competitividad y la inclusión</p> <p>Importe total asignado: EUR 1 192 048</p>	<p>DLR #2: Los extensionistas han completado la formación en áreas clave relacionadas con la sostenibilidad, la competitividad y la inclusión Línea de base: 0 extensionistas DLR escalable</p> <p><u>Fórmula: 3.722 EUR por incremento unitario en el número acumulado de extensionistas formados, y hasta 1.191.048 EUR.</u></p>	<p>LA: MAG</p>
<p>DLI #3: Operacionalización del Sistema Trazar-Agro de Costa Rica</p> <p>Importe total asignado: EUR 2 689 463</p>	<p>DLR 3.1: Número de módulos del sistema Trazar Agro desarrollados y puestos en marcha Base: 0 DLR escalable</p> <p><u>Fórmula: 134.473,15 EUR por módulo desarrollado y lanzado, y hasta 1.075.785 EUR.</u></p> <p>DLR 3.2: Número de productores registrados (mediante la creación de un perfil) en el Sistema Trazar Agro Línea de base: 0 productores DLR escalable</p> <p><u>Fórmula: 40.34 EUR por incremento unitario del número acumulado de productores inscritos, y hasta 806.839 EUR.</u></p> <p>DLR 3.3: Número de productores que han obtenido al menos una (1) de las cuatro (4) certificaciones claves para el acceso al mercado y cuya documentación de dicha certificación es ingresada y reflejada en el Sistema Trazar-Agro. Línea de base: 0 productores DLR escalable</p> <p><u>Fórmula: EUR 53,79 por incremento unitario en el número acumulado de productores que hayan obtenido al menos una (1) certificación que sea ingresada y reflejada en el Sistema Trazar-Agro; y hasta EUR 806.839</u></p>	<p>LA: MAG</p> <p>PPs: SENASA, SFE,</p>

Desembolso Vinculado a los Indicadores (DLIs)	Desembolso Vinculado al Resultado (DLRS)	Organismo Responsable (LA) Partes del programa (PP)
<p>DLI #4: Puesta en funcionamiento del almacén frigorífico</p> <p>Importe total asignado: EUR 806 839</p>	<p>DLR 4.1: Finalizado el plan de diseño del almacén frigorífico DLR no escalable Importe asignado: 134.473 EUR</p> <p>DLR 4.2: La construcción del almacén frigorífico se completa según el plan de diseño finalizado. DLR no escalable Importe asignado: 403.419 EUR</p> <p>DLR 4.3: El almacén frigorífico está en funcionamiento DLR no escalable Importe asignado: 268.946 EUR</p>	<p>LA: MAG CA: PIMA, INCOPECA</p>
<p>DLI #5: Operacionalización de las NAMAs por parte de las PYMPAs</p> <p>Importe total asignado: EUR 2 689 463</p>	<p>DLR 5.1: Número de PYMPA que reciben asistencia técnica para adoptar NAMAs Base: 0 PYMPA DLR escalable <u>Fórmula: 121 EUR por incremento unitario en el número acumulado de PYMPA que reciben asistencia técnica para adoptar NAMAs, hasta 1.270.771 EUR.</u></p> <p>DLR 5.2: Número de PYMPA que adoptan NAMAs Base: 0 PYMPA DLR escalable <u>Fórmula: 121 EUR por incremento unitario en el número acumulado de PYMPA que adopten NAMAs; hasta 1.270.771 EUR.</u></p> <p>DLR 5.3: 3.150 de las PYMPA que adoptan NAMAs son mujeres (en el caso de personas físicas), o propiedad mayoritaria de mujeres (en el caso de personas jurídicas). Línea de base: 0 mujeres/entidades propiedad mayoritariamente de mujeres DLR no escalable Importe asignado: 73.960 EUR</p> <p>DLR 5.4: 1.575 de las PYMPA que adoptan MMAP son jóvenes (en el caso de personas físicas), o propiedad mayoritaria de jóvenes (en el caso de personas jurídicas). Línea de base: 0 Jóvenes/entidades de propiedad mayoritaria de jóvenes DLR no escalable Importe asignado: 73.960 EUR</p>	<p>LA: MAG</p>

Desembolso Vinculado a los Indicadores (DLIs)	Desembolso Vinculado al Resultado (DLRS) Desembolsos son hechos una vez que se verifiquen el logro de los resultados. Estos desembolsos no dependen o son atribuidos a transacciones o gastos individuales/específicos	Organismo Responsable (LA) Partes del programa (PP)
<p>DLI #6: Puesta en marcha del Programa de Financiación NAMA del SBD</p> <p>Importe total asignado: EUR 4 034 195</p>	<p>DLR 6.1: El Programa de Financiación NAMA del SBD está operativo DLR no escalable Importe asignado: 1.613.678 EUR</p> <p>DLR 6.2: Número de PYMPAs que acceden a financiación para adoptar NAMAs, a través del Programa de Financiación NAMA del SBD Base: 0 PYMPA DLR escalable <u>Fórmula: 806,84 EUR por incremento unitario en el número acumulado de PYMPA que accedan a financiación para adoptar NAMAs a través del Programa de Financiación NAMA del SBD; y hasta 2.420.517 EUR.</u></p>	<p>LA: MAG PP: SBD</p>
<p>DLI #7: Modernización de las obras de riego existentes para mejorar la sostenibilidad de la gestión de los recursos hídricos en Cartago</p> <p>Importe total asignado: EUR 3 227 356</p>	<p>DLR 7.1: Finalizado el estudio de viabilidad definitivo y los planos de diseño para la modernización del Distrito de Riego de Cartago DLR no escalable Importe asignado: 1.344.732 EUR</p> <p>DLR 7.2: Número de obras de riego existentes en el Distrito de Riego de Cartago que han sido modernizadas de acuerdo con el plan de diseño terminado. Línea de base: 0 obras de regadío modernizadas DLR escalable <u>Fórmula: 134.473 EUR por modernización de las obras de regadío existentes; y hasta 1.882.624 EUR.</u></p>	<p>LA: MAG PP: SENARA</p>

Desembolso Vinculado a los Indicadores (DLIs)	Desembolso Vinculado al Resultado (DLRS) Desembolsos son hechos una vez que se verifiquen el logro de los resultados. Estos desembolsos no dependen o son atribuidos a transacciones o gastos individuales/específicos	Organismo Responsable (LA) Partes del programa (PP)
<p>DLI #8: Puesta en marcha del Mecanismo PSA para secuestro de carbono en suelos agrícolas</p> <p>Importe total asignado: EUR 2 151 570</p>	<p>DLR 8.1 Se establece el Mecanismo PSA para la captura de carbono en suelos agrícolas DLR no escalable Importe asignado: 672.366 EUR</p> <p>DLR 8.2 El Fondo Específico para el Mecanismo PSA de secuestro de carbono en suelos agrícolas está diseñado DLR no escalable Importe asignado: 672.366 EUR</p> <p>DLR 8.3 Número de PYMPA que reciben pagos en virtud del Mecanismo PSA por la captura de carbono en suelos agrícolas Base: 0 PYMPA DLR escalable <u>Fórmula: 806.84 EUR por PYMPA que reciba pagos en virtud del Mecanismo de Financiación PSE; y hasta 806.839 EUR</u></p>	<p>LA: MAG</p>

Adelanto. Se estableció que puede haber un adelanto hasta de 25% del Préstamo del FIDA que corresponde a cuatro millones ochocientos dos mil seiscientos trece Euro (EUR 4 802 613) que serán desembolsados una vez que se cumplan las condiciones acordadas con el BM.

Definiciones específicas de los DLIs/DLRs:

1. "Acceden a la financiación": cuando una PYMPA recibe un crédito o se beneficia de una garantía para financiar la adopción de NAMAs.
2. "Adoptar las NAMA" significa cuando el MAG documenta que los productores agrícolas están cumpliendo con las prácticas NAMA en al menos una parte de su explotación.
3. "Distrito de Riego Arenal Tempisque" significa el Distrito de Riego Arenal Tempisque (DRAT), dependencia del Servicio Nacional de Aguas Subterráneas, Riego y Avenamiento (SENARA) creada el 16 de marzo de 1984, mediante Decreto Ejecutivo No. 15321-MAG.
4. "Programa *Bandera Azul*" significa el *Programa Bandera Azul Ecológica - PBAE* del Prestatario, programa interinstitucional que reconoce los esfuerzos ejemplares realizados por los actores en la promoción de prácticas sostenibles, regido por el Decreto Ejecutivo No. 36481-MINAET-S de fecha 12 de abril de 2011, según sea modificado por el Prestatario de tiempo en tiempo.

5. "Cartago" es una provincia del centro de Costa Rica.
6. "Distrito de Riego Cartago" significa el proyecto de riego planificado bajo este Programa, ubicado en la zona norte de la provincia de Cartago.
7. "Almacén frigorífico" significa una instalación que almacena productos, como pescado fresco, que necesitan mantenerse a una temperatura controlada, y que se diseñará y construirá en la región central del Pacífico de Costa Rica.
8. "Completado o Finalizado" significa que el estudio final de factibilidad y los planes de diseño para la modernización del Distrito de Riego de Cartago han sido aprobados por el MAG mediante un decreto oficial.
9. "Formación completada" significa que los extensionistas han completado la formación, y su participación ha sido documentada por el MAG, en las siguientes áreas: (i) adopción de NAMAs, (ii) registro y uso del sistema de trazabilidad del sector agrícola y otros recursos digitales (*agromática*), (iii) adaptación de la extensión a grupos vulnerables, y (iv) gestión empresarial general.
10. "Fondo Específico" significa un fondo que se establecerá dentro del FONAFIFO para financiar el Mecanismo de PSA.
11. "Diseñado" significa que, para el Fondo Dedicado, las fuentes de financiación y el flujo de fondos han sido (i) aprobados por las autoridades aplicables, y (ii) las respectivas aprobaciones legales o reglamentarias han sido promulgadas o emitidas, según sea el caso.
12. "Desarrollado y Lanzado" significa cuando un módulo del Sistema Trazar Agro tiene planes de desarrollo técnico y operativo completados y ha sido anunciado oficialmente como funcional en un evento de lanzamiento.
13. "Desarrollada y Operativa" significa cuando la Plataforma Digital de Información al Productor está integrada con los sistemas MAG, SENASA y SFE y los usuarios pueden acceder a ella y navegar por ella.
14. "Plataforma Digital de Información al Productor" significa el *Sistema de Información de Extensión Agropecuaria del MAG*.
15. "Establecido" significa que, para el Mecanismo de PSA, el ámbito de aplicación, el reconocimiento de los servicios ambientales y las disposiciones de aplicación han sido (i) diseñados, (ii) aprobados por las autoridades aplicables, y (iii) se han promulgado o emitido las respectivas aprobaciones legales o reglamentarias, según el caso.
16. "En funcionamiento" significa cuando se proporciona documentación, como recibos de transacciones, de los pescadores que utilizan el Almacén Frigorífico.
17. "FONAFIFO" significa *el Fondo Nacional de Financiamiento Forestal del Prestatario*, o cualquier otro sucesor aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
18. "Finalizado" significa la aprobación por parte del MAG, mediante decreto oficial, del plan de diseño del almacén frigorífico.
19. "Campaña de información" se refiere a una campaña para concientizar y mejorar la capacidad de utilizar la Plataforma de Información Digital para Productores, llevada a cabo a través de diversos métodos de comunicación, incluidos eventos presenciales, medios escritos y medios digitales, para la cual MAG ha presentado un informe que documenta las actividades de la campaña y el número estimado de personas alcanzadas.
20. "Acuerdos de ejecución" significa los acuerdos de ejecución (*cartas de entendimiento*) y los acuerdos marco (*convenios marco*), según sea el caso, que se celebrarán entre el MAG y cada Entidad co-implementadora para la ejecución del Programa.
21. "INCOPECA" significa el *Instituto Costarricense de Pesca y Acuicultura*, o cualquier sucesor aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.

22. "INTA" significa el *Instituto Nacional de Innovación y Transferencia en Tecnología Agropecuaria* del Prestatario, o cualquier sucesor aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
23. "MAG" significa el *Ministerio de Agricultura y Ganadería* del Prestatario, o cualquier sucesor aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
24. "NAMA" significa medidas de mitigación apropiadas para cada país, que son políticas con acciones y objetivos que los países se comprometen a adoptar para reducir las emisiones en virtud de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático.
25. "OIRSA" significa el *Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria*, o cualquier sucesor aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
26. "ONS" significa la *Oficina Nacional de Semillas* del Prestatario, o cualquier sucesor aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
27. "Operativo" significa cuando el Programa de Financiación NAMA del SBD es accesible al público y ha documentado su primer crédito o garantía a una PYMPA.
28. "Pagos por Servicios Ambientales" o "PSA" se refiere a los pagos a los agricultores o propietarios de tierras que han acordado tomar ciertas acciones para gestionar sus tierras o cuencas hidrográficas para proporcionar un servicio ecológico, y que son financiados por el *Fondo Nacional de Financiamiento Forestal* (FONAFIFO) del *Ministerio de Ambiente y Energía* (MINAE) y regidos por la Ley Forestal N° 7575 de 1996.
29. "Mecanismo PSA" se refiere a un mecanismo financiero que se diseñará y establecerá para promover la captura de carbono en suelos agrícolas mediante pagos a los productores de NAMAs por la captura certificada de carbono atribuible a su adopción de NAMAs.
30. "PIMA" significa el *Programa Integral de Mercadeo Agropecuario* del Prestatario, o cualquier sucesor del mismo aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
31. "Plan de Acción del Programa" significa el plan del Prestatario de fecha 11 de Marzo de 2025 y al que se hace referencia en la Sección E del Anexo 2 del Contrato de financiación del Banco Mundial, según pueda ser modificado ocasionalmente con el acuerdo previo por escrito del Banco o el Fondo.
32. "Entidad Implementadora del Programa" se refiere a MAG, como entidad ejecutora principal (equivalente a Organismo Responsable de Proyecto para el Fondo), e INCOPECA, SBD, SFE, SENARA, PIMA, SENASA e INTA, y cualquier sucesor de cualquiera de ellos aceptable para el Banco y el Fondo; y el término «Entidades Ejecutoras del Programa» (Partes del Programa para el Fondo) se refiere colectivamente a todas estas entidades, incluido cualquier sucesor de cualquiera de ellas aceptable para el Banco o el Fondo.
33. "Manual de Operaciones del Programa" o "Manual de Operaciones" significa el manual al que se hace referencia en la Sección I.C del Anexo 2 del Contrato del Banco Mundial, en su versión modificada periódicamente con el acuerdo del Banco; así como Párrafo 5 de la Sección II del Anexo I referente a Disposiciones de Ejecución del Convenio de Financiación entre el Fondo y el Prestatario.
34. "PYMPA" significa los *pequeños y medianos productores agrícolas* costarricenses clasificados como tales de conformidad con el artículo 9 del Decreto No. 37911-MAG de fecha 19 de agosto de 2013.
35. "PYMPA que reciben asistencia técnica para adoptar NAMAs" significa PYMPA ganaderas, cafetaleras y cañeras que han recibido asistencia técnica por parte de extensionistas del MAG que les permita alcanzar los criterios necesarios para que su actividad productiva sea calificada como NAMA.
36. "SBD" significa el *Sistema de Banca para el Desarrollo de Costa Rica*, o cualquier sucesor aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.

37. "Programa de Financiación NAMA del SBD": un programa adaptado y accesible únicamente a las PYMPA para financiar la adopción de NAMAs, y que consiste en un mecanismo de financiación y un sistema de garantía.
38. "Registrado y Activo" significa que los productores han creado un perfil en la Plataforma Digital de Información al Productor y su información es accesible para los usuarios de la plataforma.
39. "SENARA" significa el *Servicio Nacional de Aguas Subterráneas, Riego, y Avenamiento* del Prestatario, o cualquier sucesor del mismo aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
40. "SENASA" significa el *Servicio Nacional de Salud Animal* del Prestatario, o cualquier sucesor del mismo aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
41. "SEPSA" significa la *Secretaría Ejecutiva de Planificación Sectorial Agropecuaria* del MAG, o cualquier organismo sucesor aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
42. "*Contraloría de Servicios*" significa las *Contralorías de Servicios*, o cualquier otra(s) entidad(es) o departamento(s) que el Prestatario determine e informe debidamente al Banco, a través de la(s) cual(es) los ciudadanos pueden presentar quejas, reclamaciones o sugerencias utilizando canales tales como formularios en línea, correo electrónico, visitas presenciales o teléfono.
43. "SFE" significa el *Servicio Fitosanitario del Estado* del Prestatario, o cualquier sucesor del mismo aceptable para el Banco Mundial o el Fondo.
44. "Sistema Trazar-Agro" significa el *Sistema Regional Armonizado de Trazabilidad y Registro Agropecuario, Acuícola y Pesquero* del OIRSA, sistema de trazabilidad que facilita la aplicación de normas regionales de trazabilidad, el registro y control de personas y establecimientos agropecuarios, acuícolas y pesqueros, y el seguimiento de otras operaciones de trazabilidad.
45. Por "Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático" se entiende la Convención de las Naciones Unidas del mismo nombre de 9 de mayo de 1992.
46. "Agencia de Verificación" significa la agencia y/o consultor/es del Prestatario que se seleccionará/n y designará/n de conformidad con las disposiciones de la Sección I.D del Anexo 2 del Contrato de financiación del Banco Mundial a efectos de llevar a cabo la verificación de la consecución de los DLR por parte del MAG y de las Entidades Implementadoras del Programa; así como la referencia a Sección E, numeral 3 del Convenio de Financiación entre el Fondo y el Prestatario.
47. "Protocolo de Verificación" significa el protocolo acordado entre el Prestatario y el Banco con fecha 11 de marzo de 2025, en el que se establecen los medios, procedimientos y pruebas en los que se basará la certificación de la consecución de los DLR, así como las entidades responsables de los mismos, y el contenido y/o formato de los informes que se facilitarán al Banco en apoyo de los mismos, pudiendo ser modificado de vez en cuando con el acuerdo previo por escrito del Banco.
48. "Sociedades de Usuarios de Agua" significa las Sociedades de Usuarios de Agua constituidas conforme a la Ley de Aguas de Costa Rica No. 276 del 27 de agosto de 1942, y modificada por última vez el 25 de junio de 2012, para regir el uso colectivo del agua pública.
49. "Jóvenes": personas con una edad mínima de 18 años y máxima de 35.

Anexo 3

Compromisos especiales

I. Disposiciones generales

De conformidad con la Sección 12.01(a)(xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo podrá suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario a solicitar retiros de la Cuenta del Préstamo si el Prestatario ha incumplido el cumplimiento de cualquiera de los pactos que se indican a continuación, y el Fondo ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, un efecto adverso importante en el Programa:

1. *Planificación, seguimiento y evaluación.* El Prestatario, a través del MAG, se asegurará de que (i) se establezca un sistema de planificación, seguimiento y evaluación (PM&E) en un plazo de doce (12) meses a partir de la fecha de entrada en vigor del presente Acuerdo y (ii) se brinden los informes semestrales, que incluyan los Indicadores particulares para el FIDA descritos en el Anexo I de este Convenio.

2. *Género y Jóvenes.* El Prestatario, a través del MAG, deberá garantizar que se tengan debidamente en cuenta las preocupaciones de las mujeres y los jóvenes al implementar el Programa y que se cumplan las cuotas de participación de mujeres y jóvenes establecidas en el documento de diseño del Programa.

3. *Preocupaciones de los pueblos indígenas.* El Prestatario, a través del MAG, se asegurará de que se tengan debidamente en cuenta las preocupaciones de los PI al ejecutar el Programa y, para ello, se asegurará de que

- (a) el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones aplicables de la [legislación nacional pertinente de los PI];
- (b) los pueblos indígenas estén adecuadamente y justamente representados en toda la planificación local de las actividades del Programa;
- (c) Los derechos de los PI son debidamente respetados;
- (d) Las comunidades de PI participan en el diálogo político y en la gobernanza local;
- (e) Se respetan los términos de las Declaraciones, Pactos y/o Convenios ratificados por el Prestatario en la materia;
- (f) El Programa no implicará la invasión de los territorios tradicionales utilizados u ocupados por las comunidades indígenas

4. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario deberá garantizar que el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de las "Directrices del Banco Mundial para prevenir y combatir el fraude y la corrupción en el financiamiento de programas por resultados", de fecha 1 de febrero de 2012 y revisadas el 10 de julio de 2015. A los efectos de este Acuerdo, un hallazgo de corrupción de conformidad con las disposiciones de las "Directrices del Banco Mundial para prevenir y combatir el fraude y la corrupción en el Programa por resultados" se considerará un hallazgo de corrupción según la "Política del FIDA para la prevención del fraude y la corrupción en sus actividades y operaciones".

5. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario y las Partes del Proyecto se asegurarán de que el Proyecto se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la

Política del FIDA sobre prevención y respuesta al acoso sexual, la explotación sexual y el abuso.

6. *Salvaguardias ambientales, sociales y climáticas (ESC)*. El Prestatario, a través del MAG, garantizará que el Programa se implementará de conformidad con las disposiciones de salvaguardias especificadas en el Acuerdo del Banco Mundial y garantizará que: (a) todas las actividades del Programa se implementen en estricta conformidad con las leyes/regulaciones pertinentes del Prestatario (b) todas las actividades del Programa den especial consideración a la participación y las prácticas de la población de conformidad con la Política del FIDA, (c) se obtenga el consentimiento libre, previo e informado de todas las personas cuyo acceso a la tierra y los recursos pueda verse afectado u obstaculizado por las actividades del Programa.

En caso de adquisición imprevista de tierras o reasentamiento involuntario en el marco del Programa, el Prestatario, a través del MAG, informará inmediatamente al Banco Mundial y al Fondo y preparará los documentos de planificación necesarios, que se publicarán en el sitio web del FIDA y a nivel local; d) mujeres y hombres recibirán igual remuneración por un trabajo de igual valor en el marco del Programa; e) en el marco del Programa no se recurre al trabajo infantil; (f) trato justo, no discriminación e igualdad de oportunidades de los trabajadores del Programa; (g) se adopten las medidas incluidas en el Plan de Acción de Género preparado para el Programa y se pongan a disposición los recursos necesarios para su implementación, de manera oportuna; (h) se tomen debidamente todas las medidas necesarias y apropiadas para implementar el Plan de Acción de Género para garantizar que las mujeres puedan participar y beneficiarse equitativamente del Programa; y (i) se establece y opera eficazmente un mecanismo de reparación de quejas a nivel de programa fácilmente accesible y receptivo.

Asimismo, el Prestatario, a través del MAG, garantizará términos claros sobre la gestión de riesgos y la asunción de costos en caso de que surjan problemas críticos para salvaguardar la reputación institucional. Esto también debe incluirse en el Manual de Operaciones del Programa (MOP).

Logical framework

Program for sustainable and competitive agriculture in Costa Rica

Marco lógico

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
Alcance	1 Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG	
	Hombres (number)	0	9000	18000				
	Mujeres (number)	0	6000	12000				
	Jóvenes (number)	0	2250	4500				
	No jóvenes (number)							
	Población no indígena (number)							
	Número total de personas que reciben servicios (number)	0	15000	30000				
	Mujer (%)	0	40	40				
	Jóvenes (%)	0	15	15				
	1.b Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar							
Miembros de los hogares (number)	0	45000	90000					
1.a Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG		
Hogares (number)	0	15000	30000					
Meta								
Objetivo de desarrollo Mejorar la sostenibilidad, competitividad e inclusión de pequeños y medianos productores y PyMES en Costa Rica	Sustainability - PDO1: Number of PYPMAS who adopt NAMAS (30% women, 15% youth).				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG	
	PYPMAS (number)	0		10500				
	Mujeres (number)	0		3150				
	Jóvenes (number)	0		1575				

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
	Competitiveness - PDO2: Number of producers with at least one of four certifications key for market access				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG, OIRSA	
	Productores (number)	0		10000				
	PYMPAS (number)	0		8000				
	Mujeres (number)	0		4000				
	Jóvenes (number)	0		1500				
	Economic participation - PDO3: Total number of PYMPAs benefitting under the Program				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG	
	PYMPAS (number)	0		24000				
	Mujeres (number)	0		12000				
	Jóvenes (number)	0		4500				
	3.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático							
	Miembros de los hogares (number)	0	21900	31500				
	Hogares (%)	0	69	100				
	Hogares (number)	0	7300	10500				
Efecto directo RA 1 - Modernización institucional: Se modernizan los servicios públicos de extensión agrícola, fundamentales para apoyar a los productores a mejorar su sostenibilidad, competitividad e inclusión económica	Int1.1: Cantidad de productores registrados y activos en el la plataforma digital de información para los productores				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG/DNEA	
	Productores (number)	0		30000				
	PYMPAS (number)	0		24000				
	Mujeres (number)	0		12000				
	Jóvenes (number)	0		4500				
	Int1.2: Cantidad de extensionistas capacitados en áreas clave vinculadas a la sostenibilidad, competitividad e inclusión				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG/DNEA	
	Extensionistas (number)	0		320				

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
	3.2.1 Toneladas de emisiones de gases de efecto invernadero (tCO2e) evitadas y/o secuestradas							
	Hectares of land (ha)	0	0	37173				
	tCO2e/20 años (number)	0	0	1509018				
	tCO2e/ha (number)	0	0	40.6				
	tCO2e/ha/año (number)	0	0	2.7				
	2.2.1 Personas con nuevos trabajos / oportunidades de empleo							
	Hombres (number)	0	0	0				
	Mujeres (number)	0	0	0				
	Población indígena (number)	0	0	0				
	Jóvenes (number)	0	0	0				
	Número total de personas con nuevos trabajos/oportunidades de empleo (number)	0	0	0				
	Persons with disabilities (number)	0	0	0				
	Efecto directo RA2 - Promoción de la competitividad: Se promueve la competitividad de los productores agrícolas a través de la mejora en el acceso a mercados domésticos e internacionales	Int2.1: Cantidad de productores que cuentan con dispositivos de identificación para la trazabilidad del ganado				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	
Productores (number)		0		15940				
Int2.2 Cantidad de análisis de salubridad alimentaria de productos animales, calidad de drogas veterinarias y diagnósticos realizados por SENASA				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG/SENASA		
Analyses (number)		0					387	
Int2.3: Cantidad de moléculas de residuos, pesticidas y nutrientes analizadas por SFE				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG/SFE		
Moléculas (number)		0					375	

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
	Int2.4: Cantidad de almacenes de refrigeración en la región Pacífico-Central construidos y en operación				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG	
	Key works (number)	0		1				
Efecto directo RA3 - Producción sostenible: Se mejora la sostenibilidad de la producción agrícola de grupos vulnerables, a través del escalamiento de las NAMAs y la gestión sostenible de recursos hídricos	Int3.1: Cantidad de productores que reciben asistencia técnica para adoptar NAMAs				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	World Bank	(A2): La provisión de asistencia técnica y la mejora en el acceso a financiamiento incentiva a las PYMPAs a adoptar modelos de producción más sostenibles en forma de NAMAs. (A3): La asistencia técnica, el financiamiento y las acciones de generación de conocimiento y creación de capacidades destinadas a grupos vulnerables fortalecen su participación económica en el sector agrícola
	Productores (number)	0		10500				
	PYMPAS (number)	0		10500				
	Mujeres (number)	0		3150				
	Jóvenes (number)	0		1575				
	Int3.2: Cantidad de hectáreas en las cuales se adoptan NAMAs debido al apoyo del Programa				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	World Bank	
	Hectáreas de tierra (ha)	0		40000				
	Int3.3: Cantidad de productores que obtienen acceso a productos financieros (créditos, grantías, subvenciones, etc) para adoptar NAMAs				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG/SBD	
	Productores (number)	0		3000				
	PYMPAS (number)	0		3000				
	Mujeres (number)	0		900				
	Jóvenes (number)	0		450				
	Int3.4: Cantidad de PyMPAS que reciben subvenciones para adoptar NAMAs				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG/DNEA	
	Productores (number)	0		2000				
	PYMPAS (number)	0		2000				
	Mujeres (number)	0		600				
Jóvenes (number)	0		300					

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
	Int3.5: Cantidad de productores capacitados en educación financiera				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG/SBD	
	Productores (number)	0		3000				
	PYPMAS (number)	0		3000				
	Mujeres (number)	0		900				
	Jóvenes (number)	0		450				
	Int3.6: Cantidad de PYPMAS con análisis de suelo, carbon orgánico y GHG en relación a sus prácticas NAMA				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG/DNEA	
	PYPMAS (number)	0		10500				
	Int3.7: Cantidad de obras de irrigación que se modernizan para mejorar la sostenibilidad de la gestión del agua en Cartago				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG, SENARA	
	Obras de irrigación modernizadas (number)	0		14				
	1.2.5 Hogares que declaran utilizar servicios financieros rurales							
	Miembros de los hogares (number)		4500	9000				
	Hogares (%)		10	10				
	Hogares encabezados por mujeres (number)		450	900				
Hogares (number)		1500	3000					
Efecto directo RA4 - Valor agregado y comercialización: Se genera valor agregado para los beneficios ambientales producidos por las NAMAs a través de Pagos por Servicios Ambientales	Int4.1 Number of producers who receive payments under a PES mechanism for carbon sequestration in agricultural soils				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG	
	Productores (number)	0		1000				
	PYPMAS (number)	0		1000				
	Mujeres (number)	0		300				
	Jóvenes (number)	0		150				

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
Efecto directo Porcentaje de hogares satisfechos con servicios apoyados por el proyecto	SF.2.1 Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto				Reporte de entidad verificadora: IICA (TBD)	Anual	SEPSA/MAG	
	Miembros de los hogares (number)	0	36000	72000				
	Hogares (%)	0	80	80				
	Hogares (number)	0	12000	24000				

Integrated programme risk matrix

Contexto nacional	Moderado	Moderado
Political Commitment	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: The project commitments do not present a strong risk of being modified, since the context economic, social and environmental stability. with an long-term approach in terms of actions an strategies. The next elections in Costa Rica will be only in 2026, which provides time to approve the project and start implementation, without major political shifts envisaged.</p> <p>There is high ownership and relevance of the NAMAS by the GoCR, which results in higher prioritization of policies related to climate change and environment and willingness to implement them.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: Keep constant dialogue with political actors</p>		
Governance	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: Costa Rica is a stable country, with transparent institutions and without major risks in terms of governance: According to the Rule of Law Index prepared by the World Justice Project, Costa Rica is ranked 29th out of 142 countries worldwide and 2nd in Latin America and the Caribbean, second only to Uruguay. According to the Corruption Perception Index prepared by Transparency International, Costa Rica has a score of 55 out of 100 points in 2023, which places the country at number 45 out of 180 countries. This indicator is acceptable, but it has increased by just one point since 2022 and has not managed to recover to its best version in 2017, where it had 59 points.</p> <p>Nonetheless, the legislative approval processes for international financing can be very long.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: Closely follow-up budgetary processes to ensure that the program is well aligned and implementation does not experience delays.</p>		
Macroeconomic	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: -Costa Rica's economic growth has been moderate in recent years. However, the country remains one of the most stable economies in Central America, with key sectors such as tourism, advanced manufacturing, and technological services driving economic activity. -Although inflation has been a bit worrying in 2022 (8.3%) in 2023 it returned to low levels reaching 0.53% -Costa Rica faces a high level of public debt (61.1% of GDP in 2023) which has raised concerns about fiscal sustainability. The government has implemented austerity measures and fiscal reforms to try to control the fiscal deficit and reduce debt.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: -Permanent monitoring of the macroeconomic situation, particularly of public debt.</p>		
Fragility and Security	Bajo	Bajo
<p>Riesgo: -Costa Rica's location between two oceans makes it especially vulnerable to climate change. However, the adaptation goals in its National Contribution are focused on reducing damage and losses caused by extreme hydrometeorological events. - Advances in environmental issues are the result of State policies such as NAMAs. -The ND-GAIN index measures a country's vulnerability to climate change and other global challenges, along with its capacity to improve resilience. Costa Rica is ranked 62 out of 185 countries and has a score of 54 points. Costa Rica has a low vulnerability score (0.372) and a high score for preparation for climate change (0.452). Although it faces adaptation challenges, it is well positioned to adapt. It is the 130th most vulnerable country and the 76th most prepared. -Costa Rica is a safe country with low social conflict. According to the Global Peace Index of the Institute for Economics and Peace, in 2024 Costa Rica is ranked 58th</p>	Bajo	Bajo

out of 163 countries, categorizing itself as a country of medium peace. This result, while good, is lower than in previous years when the country had a score that categorized it as highly peaceful.		
Medidas de mitigación: Keep constant dialogue with key actors		
Estrategias y políticas sectoriales	Substancial	Substancial
Policy alignment	Substancial	Substancial
Riesgo: The Program will support GoCR's core agriculture sector program, the ASP, and the scale up of further key sector policies, the NAMAs. Continued GoCR support and budget for these sector policies is thus critical for the Program's implementation.	Substancial	Substancial
Medidas de mitigación: To mitigate this risk, the team will stay closely abreast of national or sectoral developments affecting the ASP and the NAMAs and in the case of any such developments, will work readily with MAG to make any needed adjustments to the Program design to facilitate meeting its development objectives.		
Policy Development and Implementation	Moderado	Moderado
Riesgo: -Public policies use empirical data and diverse and long-term sources of information. For example, the preparation of the annual document The State of the Nation is a basic input to guide and evaluate decision-making processes in different fields. This document is prepared by the most important public universities in the country. -The coverage and resources of institutions related to rural development are limited, which also translates into limited capacity to provide services.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: -Take into account the country's coverage capacity to implement long-term actions related to P4R target populations, such as technical assistance and training. -Generate initiatives to include the private sector in the provision of services to small farmers. -Offer support to the government in order to build their capacity in developing and implementing sector policies that are effective. Collaborate with stakeholders including civil society organizations to provide assistance, to the government throughout this process. Utilize the capacity building components of the program to strengthen practices around use of evidence and effective policy implementation		
Contexto ambiental y climático	Moderado	Moderado
Project vulnerability to environmental conditions	Moderado	Moderado
Riesgo: The environmental and social risks identified are considered moderate and associated with the potential exclusion of vulnerable groups (women, young people with their intersectionality: indigenous, Afro-descendants, people with disabilities) from the programme's benefits; occupational health and safety risks related to the NAMA value chains workforce, which consists largely of temporary migrants; and environmental and social effects resulting from the productive practices carried out by the families that make up the participating conglomerates.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: A comprehensive review of environmental and social safeguards mechanisms has been conducted by WB and IFAD. An Environmental and Social Safeguard Assessment has been developed, as well as an environmental and social management plan. IFAD's engagement in the project will strengthen participation of vulnerable groups and thus will directly target the identified social risks		
Project vulnerability to climate change impacts	Moderado	Moderado
Riesgo: Extreme weather events such as droughts, floods and vulnerability to water scarcity in drier regions may affect the operation during the life of the programme. Some programme activities are highly exposed to climate risks, but the programme explicitly aims to incorporate actions that increase climate resilience in the agriculture sector and, at the same time, reduce greenhouse gas emissions through NAMA implementation, thereby reducing the level of exposure and risks.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación:		

The NAMAs to be implement inherently incorporate climate adaptation and mitigation actions. Nevertheless, a detailed climate risk assessment has been developed and mitigation measures have been included in the project design		
Alcance del Proyecto	Moderado	Moderado
Project Relevance	Bajo	Bajo
Riesgo: The programme's objectives and interventions are well aligned with national development plans and IFAD's priorities. In addition, the programme's objectives are considered highly relevant to the priorities and needs of the target group.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Maintain constant dialogues with the corresponding national and international counterparts. Engage frequently in high-level interaction and policy dialogue to be up to date on the latest developments in terms of governments' priorities and dynamics		
Technical Soundness	Substancial	Substancial
Riesgo: The focus of the operation is the adoption of innovative and climate-friendly practices by family farmers. While the Ministry of Agriculture has developed strong capacities in implementing NAMAs, the willingness of farmers to adopt innovative technologies and practices is largely uncertain, especially without the implementation of financial and extension services.	Substancial	Substancial
Medidas de mitigación: The project team will work with the Ministry of Agriculture to design incentives to ensure adequate adoption by beneficiaries. Collaborating with MAG is essential in this area, to make sure that the incentives that are designed are effective and adequate not only from an economic but also from a cultural perspective.		
Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad	Moderado	Moderado
Implementation Arrangements	Substancial	Substancial
Riesgo: The GoCR has implemented only one P4R (RBL) operation to date, and the Ministry of Agriculture has no significant experience implementing World Bank projects. The Ministry of Agriculture and other institutions responsible for implementation will need to strengthen their inter-institutional coordination capacities.	Substancial	Substancial
Medidas de mitigación: The proposed Program design inherently mitigates this risk, as it promotes institutional strengthening in Results Area 1: Modernization of agricultural institutions. This Results Area not only includes training and capacity building actions required to ensure proper implementation, but also provides the foundational data and monitoring systems necessary for supporting and measuring sustainability, competitiveness, and inclusion outcomes.		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Bajo	Bajo
Riesgo: The risk that the project executing agency's M&E processes and systems are weak or inefficient, resulting in a limited ability to monitor, validate, analyse and communicate results, capture lessons, and adjust implementation to seize opportunities and take corrective actions in a timely manner.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: The PDT considers this risk as "not applicable" - but the PDT was requested at OSC stage to rate these kind of risks as "Low" "due to a system issue"		
Gestión financiera del proyecto	Moderado	Moderado
Project Organization and Staffing	Moderado	Moderado
Riesgo: MAG will be responsible for delivering the technical and fiduciary monitoring reports stipulated in the legal agreement and the disbursement and financial information letter, and will ensure that the program is carried out in accordance with the provisions of the Bank's "Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Program-for-Results Financing."	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: n.a.		

Project Budgeting	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: The disbursement arrangements of the Program will follow Costa Rica's established fund flow mechanisms through its National Budget framework and Treasury Single Account (TSA). The National Treasury will oversee the flow of funds from the TSA to MAG and the participating entities in line with the budget approved by the Legislative Assembly. Risk that the Program's budget execution reports are inaccurate and fail to include data from all implementing entities</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: Closely monitor the preparation and allocation of budget to the MAG</p>		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: World Bank financing will be disbursed on a results basis, contingent upon the achievement of Disbursement-Linked Indicators (DLIs). Following independent verification of DLI achievement, the Ministry of Finance will submit disbursement requests to the World Bank, which will process these requests after confirming compliance with the Financing Agreement and reviewing the Results Verification Report certifying DLI achievement. Funds will be transferred from the World Bank Loan Account to the TSA managed by the National Treasury at the Central Bank of Costa Rica. Upon receipt, funds will be administered through Costa Rica's Integrated Financial Information System (Sistema Integrado de Gestión de Administración Financiera – SIGAF), which centralizes and standardizes budget, treasury, and cash management processes across government entities.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: n.a.</p>		
Project Internal Controls	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: Institutional controls for the Program include robust internal control procedures, and anti-corruption mechanisms, all of which are addressed in this Fiduciary Systems Assessment (FSA) to ensure the effective use of country systems.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: 1) Additionally, the Government should prepare a Program Operations Manual (POM) that must include all fiduciary requirements and procedures including key internal controls, roles and responsibilities, and financial reporting and audit arrangements. 2) MAG to enforce the full utilization of budget reporting tools by all implementing entities, complemented by regular training, workshops, and periodic data validation checks to improve the reliability of budget execution reports 3) Updating procedures in the Contralorías de Servicios of MAG and participating entities to strengthen their system for receiving complaints and claims, along with introducing periodic follow-up reports to evaluate and improve the system's performance</p>		
Project Accounting and Financial Reporting	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: Financial processes will be managed through the Government's Financial Information System (SIGAF) and the systems used by the implementing entities</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: n.a</p>		
Project External Audit	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: External audits performed by a private firm</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: n.a.</p>		
Adquisiciones y contrataciones	Bajo	Bajo
Legal and Regulatory Framework	Moderado	Moderado
Riesgo:	Moderado	Moderado

<p>El marco regulatorio de las compras y contrataciones públicas es consistente con el mandato constitucional de “Licitar” como mecanismo efectivo y transparente de asignación de recursos públicos. El sistema de contrataciones identifica claramente las fuentes de derecho; los órganos rectores, ejecutores e implementadores de procesos, bajo un espectro normativo coherente y accesible a nivel de los usuarios. Los reglamentos, documentos estándares, manuales e instructivos son administrados en el Sistema Digital Unificado, que cumple con los principios de Ley. Existe una clara delimitación a las adquisiciones bajo tratados de libre comercio, que se incorporan al marco normativo; las compras innovadoras y que promocionan a las PYMES permiten un dialogo con actores de la sociedad civil, que tienen la opción de accionar con el estado desde la etapa de planificación y en la ejecución de procesos. Algunos aspectos deberán de considerarse para hacer consistente con el marco de FIDA, tal como plazo para preparar y presentar propuestas, los métodos de selección de consultores; y disposiciones sobre los mecanismos de recursos.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Costa Rica tiene un marco regulatorio sólido, actualizado, con jerarquía normativa plenamente identificada, así como de las autoridades rectoras, ejecutivas y de implementación. - El Marco regulatorio identifica los Principios de contratación administrativa, mismos que son orientadores en los tomadores de decisiones. - Identifica criterios de compra pública sustentable, y de forma armonizada las Estrategias y Políticas Nacionales incorporan mandatos a ser considerados en los procedimientos de contratación pública. La CPS identifica criterios ambientales, climáticos, sociales y culturales. La compra Pública innovadora y la promoción de PYMES. - El Marco regulatorio, identifica e incorpora en los procesos, a través del Sistema Digitalizado Unificado, que es una plataforma transaccional, que incluye los procesos con tratados internacionales; Detalla los remedios procedimentales y de contrato, así como temas de administración de contratos. Igualmente, es importante destacar que el SICOP es una plataforma transaccional, que permite la verificación por los órganos fiscalizadores y la auditoría social. <p>Importante anotar que no son consistentes con los mecanismos FIDA: Los plazos para preparar y presentar ofertas; los métodos de selección de consultores, ni el régimen recursivo ya que no establece una instancia de revisión por parte de la propia administración. Los procesos dentro del sistema se están adecuando y para efectos de la implementación deberá de someterse a los acuerdos de ejecución que se determine por el Banco Mundial. Esto último concluye en un riesgo moderado que debe de considerar la incorporación de pautas del del Marco del FIDA al ejecutar proyectos.</p>		
<p>Medidas de mitigación: Incorporación de pautas del del Marco del FIDA al ejecutar proyectos. En los aspectos que no son consistentes con las normas FIDA. Es decir se recomienda a) adoptar los plazos mínimos de FIDA, b) en casos de consultoría adoptar las modalidades de los métodos de selección de consultores; y c) incorporar los mecanismos de quejas y denuncias de FIDA en las condiciones del concurso y contrato, respectivamente.</p>		
<p>Accountability and Transparency</p>	Bajo	Bajo
<p>Riesgo: El riesgo es bajo, los sistemas de administración financiera, fiscalización se estructuran con normativas y espacios que promueven controles públicos y auditoría social.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Contraloría es el órgano constitucional, auxiliar de la Asamblea Legislativa que fiscaliza el uso de los fondos públicos para mejorar la gestión de la Hacienda Pública y contribuir al control político y ciudadano. Tiene como función refrendar los contratos que suscriben las entidades estatales. Y Además funge como entidad de apelación en los procesos de la Ley. - Oficina Anticorrupción: La Procuraduría de Ética Pública PEP es una oficina anticorrupción en la función pública, que promueve la ética y la transparencia. Recibe denuncias administrativas por actos de corrupción, falta de ética y transparencia, capacita a los funcionarios públicos y la ciudadanía en general, y la denuncia y acusación penal de actos ilícitos. - Participación ciudadana, las entidades promueven espacios para el cumplimiento de la disposición constitucional de que el ciudadano pueda proponer y controlar la acción pública. 	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p>		

El riesgo es bajo		
Capability in Public Procurement	Bajo	Bajo
<p>Riesgo: El Sistema de contrataciones comprende el conjunto de órganos: Autoridad de Aplicación; Órgano ejecutor; Proveedurías Institucionales; y Juntas, mismas que aplican las disposiciones normativas y de procedimientos. El detalle de roles y normas propenden a un ordenamiento armónico, de carácter obligatorio regido por los principios de la Contratación administrativa, lo que crea un marco favorable El mandato de profesionalización de los agentes de adquisiciones cuenta con el Plan Estratégico de Profesionalización y Acreditación de las Unidades de Compra que persigue realizar un gasto público eficiente, elevando el estándar de las prácticas de contratación pública en Costa Rica y garantizando que los procedimientos de compra pública no solo cumplan con la legislación nacional, sino que también se acoplen gradualmente con las mejores prácticas internacionales. Este objetivo pretende lograrse en mediano plazo y no cuenta, aún con el presupuesto para su implementación y apropiación institucional. Lo que deberá de observarse en su desarrollo y mientras se implementa, para uso de la UGP, FIDA pondrá a disposición de los funcionarios de la UGP la certificación en adquisiciones.</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación: Manual de Operaciones con roles definidos en la gestión de adquisiciones; y funcionarios certificados en Build Proc.</p>		
Public Procurement Processes	Bajo	Bajo
<p>Riesgo: La gestión de las adquisiciones y contrataciones se realiza a través del SICOP, que es una herramienta virtual que promueve el comercio electrónico para satisfacer las necesidades de la administración pública. El Sistema es un repositorio virtual de las actividades desde la planificación hasta la etapa de adjudicación de contrato considerando el régimen recursivo, es de acceso público, promueve la trazabilidad de los procedimientos en la toma de decisiones de adjudicación y de gerencia de contrato.</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación: El riesgo es bajo</p>		
Impacto ambiental, social y climático	Moderado	Moderado
Biodiversity Conservation	Bajo	Bajo
<p>Riesgo: The risk that the project may cause significant threats to or the loss of biodiversity, availability of diversified nutritious food, ecosystems and ecosystem services habitats that are legally protected, officially proposed for protection, or recognized as protected by traditional local communities and/or authoritative sources, handling or utilization of genetically modified organisms.</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación: NAMAs to be implemented incorporate measures to reduce biodiversity loss, which will be monitored through the project environmental and social management plan</p>		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: The risk that the project may cause direct and indirect impacts of the project supported activities on the environment and natural resources (air, water, soil, minerals) and project activities may lead to potential air/soil/water pollution, mineral exploitation, resources extraction and depletion.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: • The Programme states that new eco-efficient irrigation systems will be financed to reduce water consumption. • The Programme has defined that the increase in production will be carried out on existing land used for agricultural activities. • The Programme envisages implementing the activities defined in the NAMAs to reduce GHG emissions and pollutants to soil, water and biodiversity (reduce negative effects). • The Programme envisages reducing agrochemical consumption through the production of agroecological inputs, as well as the construction of bio factories.</p>		

Cultural Heritage		Ningún riesgo previsto - no aplica
There are no cultural heritage risks identified in the SECAP screening		
Indigenous People	Bajo	Bajo
Riesgo: The risk that the project may cause significant adverse social, cultural and governance systems of indigenous people and the main problems they are facing. Assess whether government policies or lack thereof affect their livelihood opportunities. the potential direct and indirect impacts of the project supported activities on indigenous peoples including their rights to land and/or resources based.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: The project does not envisage participation of indigenous peoples or any activity in indigenous territories, as the NAMA value chains to be implemented do not generally engage IPs. However, should engagement with IPs be identified during the project, the appropriate FPIC protocols will be developed and applied.		
Labour and Working Conditions	Moderado	Moderado
Riesgo: The risk that the project may cause direct and indirect impacts of the project supported activities on labour and labour conditions including discrimination, freedom of association, forced labour, child labour, occupational health and safety discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for people employed to work specifically in relation to the project, including third parties and primary suppliers.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: Occupational health and safety risks related to the NAMA value chains workforce have been assessed in the Environmental and Social Safeguards Assessment and appropriate mitigation measures are included in the project environmental and social management framework		
Community health, safety and security	Moderado	Moderado
Riesgo: The risk that the project may cause direct and indirect adverse impacts of the project supported activities on human health, nutrition and safety physical, mental, social health/safety status of an individual, group, or population, including as a result of gender-based violence.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: The risk related to potential influx of migrant workers has been evaluated in the Environmental and Social Safeguards Assessment and appropriate mitigation measures are included in the project environmental and social management framework		
Physical and Economic Resettlement		Ningún riesgo previsto - no aplica
No physical or economic resettlement risk is identified in the SECAP risk screening		
Financial intermediaries and direct investments		Ningún riesgo previsto - no aplica
This risk is not applicable for a public sector project		
Climate change	Moderado	Moderado
Riesgo: The risk that the project may significantly increase greenhouse gas emissions and thereby contribute to anthropogenic climate change. This section should assess the observed/projected climate risks in the project target areas by briefly assessing the hazards (including climate trends and projections), exposure, sensitivity and local adaptive capacity.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación:		

The project focus on NAMA implementation inherently implies that the activities to be conducted are climate friendly and reduce GHG emissions and enhance resilience		
Partes interesadas	Moderado	Moderado
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderado	Moderado
<p>Riesgo: The risk that relevant stakeholders are not identified, and/or of inadequate/insufficient information disclosure, consultation/coordination with and buy-in from stakeholders on project objectives, delivery of interventions and promotion of sound environmental and social practices, resulting in misunderstandings or opposition by stakeholders, or duplication/inconsistencies between partners working in the same target area that may undermine project implementation and achievement of project development objectives. Since the program will engage with a large range of stakeholders and this engagement will cover potentially sensitive issues, such as environmental sustainability and economic inclusion, this risk is considered moderate.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación: Public consultations on the program were carried (November 2024) involving various stakeholders from government, international organizations, academia, producer organizations, women's organizations, civil society organizations, and vulnerable groups. The program also includes indicators to monitor beneficiary satisfaction with the support and services received. Once implementing, a robust Stakeholder Engagement Strategy and action plan will be implemented and a GRM put into place. In addition, actions to strengthen MAG's capacity to reach vulnerable groups are included in the Program Action Plan. The results-based programme (RBL) includes the 11 departments of the Ministry of Agriculture that participate in the programme. The PDT considers this risk as "not applicable" - but the PDT was requested at OSC stage to rate these kind of risks as "Low" "due to a system issue"</p>		
Stakeholder Grievances	Bajo	Bajo
<p>Riesgo: The risk that the project has ineffective grievance/complaint redress processes (including with respect to allegations of non-compliance with IFAD's E,S,C standards, fraud, corruption, or SEA), leading to unaddressed stakeholder complaints that may undermine project implementation and achievement of project development objectives.</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación: This project is a type C project, and therefore follows World Bank regulations that are widely effective in these matters. The PDT considers this risk as "not applicable" - but the PDT was requested at OSC stage to rate these kind of risks as "Low" "due to a system issue"</p>		